

SPECIAL BILAN

Semaine du 14 au 20 mai 1982

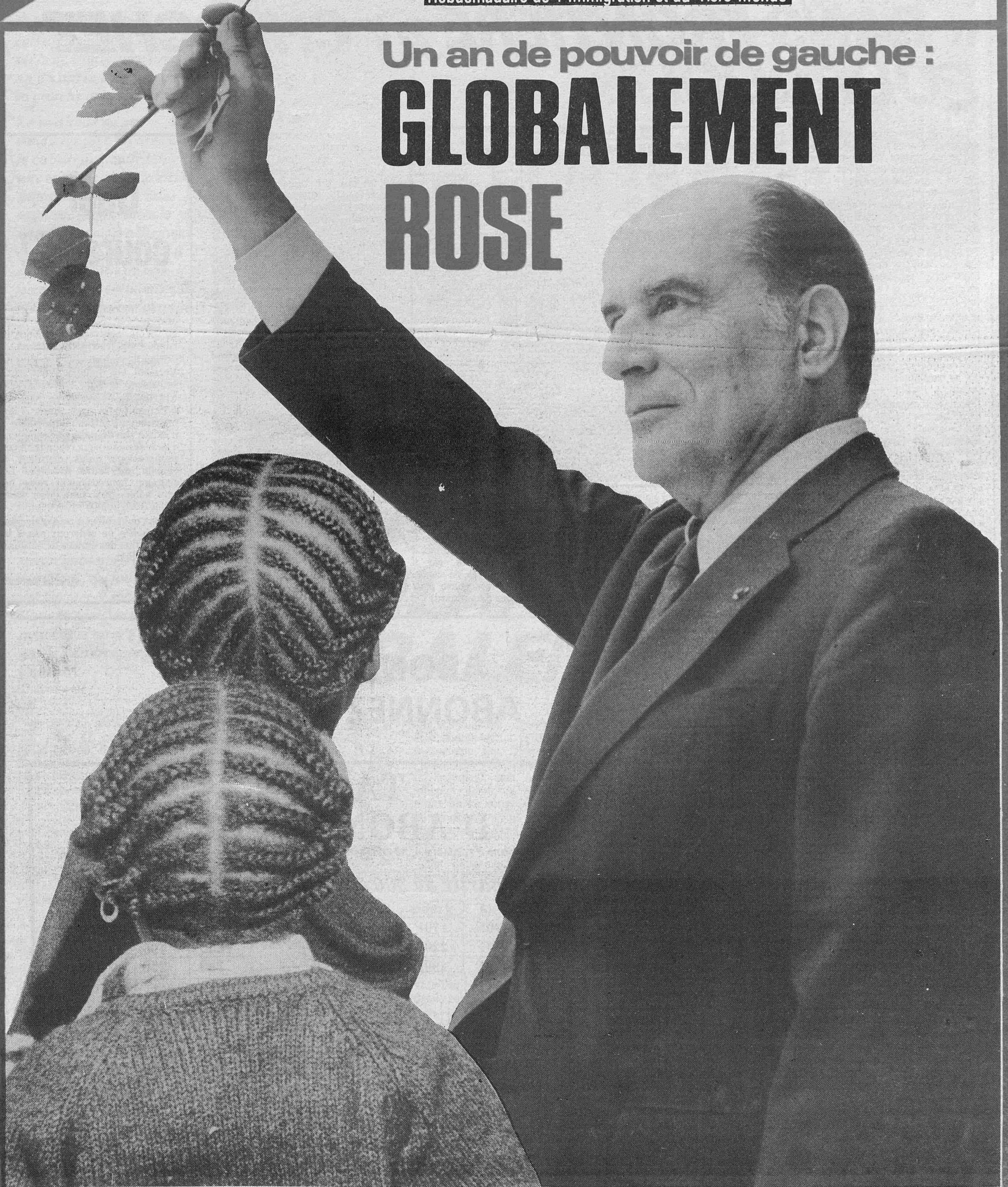
N° 62 - 5,00 Frs

# sanfrontière

Hebdomadaire de l'Immigration et du Tiers-Monde

Un an de pouvoir de gauche :

## GLOBALLEMENT ROSE





intox

L'odieuse campagne

« MINUTE » ATTAQUE « SANS FRONTIERE » : CHERCHEZ POURQUOI ?

Ouf ! Les terroristes sont démasqués, ainsi que les complices qui les couvraient. Mais tenez-vous bien, les terroristes : c'est nous. C'est à dire « Sans-Frontière » et le protecteur, allez je vous le donne en mille, c'est Lionel Jospin. Si ! Si ! Le premier secrétaire du Parti Socialiste. Mais c'est un canular et qui va le croire ?

Tous les abrutis qui lisent « Minute » et il y en a un wagon ! c'est dans le numéro de cette semaine. Nous pourrions effectivement en rire, mais venant de la part d'un journal dont la triste et sordide réputation n'est plus à faire, cela ne peut que laisser planer des doutes sur les mauvaises intentions qui se cachent derrière cet article puant.

Article d'ailleurs fait, à partir d'amalgames (sauce minute) plus que suspects ; et signé Patrick Buisson que j'ai rencontré fortuitement à la librairie « La Goutte d'Or ». Ce prétendu journaliste, s'est présenté comme un pigiste « free lance » faisant une enquête sur le quartier de Barbès, et qu'il proposait de vendre au « Matin ». C'est donc en confrère « Zaama » que nous avons discuté du quartier et de ses mille et un problèmes. Mais non content de s'en prendre à S.F. P. Buisson s'attaque au père Gallimardet fondateur de l'association « Sans



Frontière » qui a donné naissance au journal. Et qui pendant dix ans a oeuvré dans le quartier de la Goutte d'Or à rapprocher les populations. Le père « Galli » comme nous l'appelions, n'est plus de ce monde, tout comme Lahouari Ben Chellal, qui n'a pas été épargné par l'imposteur M. Buisson. S'en prendre à des morts, c'est plus facile pour le droit de réponse. Hein ! Quelle drôle de conception il a de sa profession ? Si toutefois il est vraiment journaliste, car il semble avoir tellement de cartes que l'on pourrait le prendre pour autre chose (suivez mon regard).

Du « Free Lance », ce VRP de la désinformation va se faire passer pour un journaliste de l'AFP, auprès de soeur Simone Viguier de l'antenne du 18ème du secours catholique, et ce, afin de la photographier à la sauvette pour mieux la livrer en pâture aux lecteurs baveux de l'immonde torchon.

Pensez-donc, une bonne soeur complice des terroristes ce n'est pas tous les jours que l'on voit ça !

Ceci dit la ficelle est un peu grosse, et notre démarche a pour but de prévenir notre désagréable confrère « Minute » et sa serpillère M. Buisson que nous les tenons pour responsables, de tout ce qui pourrait arriver de fâcheux à « Sans-Frontière » et la librairie « La Goutte d'Or ». Car il ne fait aucun doute pour nous que cet article a été écrit à dessein. Sans céder à la parano, il faut bien admettre que les délires de « Minute », succèdent aux divagations sur les prétendus prisonniers en Algérie ; et comme par hasard un mosquée a sauté à Romans. De plus, l'affaire Curriel s'il était besoin de la rappeler a commencé par une honteuse campagne de presse et s'est terminée dans une cage d'ascenseur où Henri Curriel fut assassiné de deux balles de 11,43.

Farid Aichoune.

Quel courage !

C'est fou ce que les journalistes de Minute sont courageux, à croire qu'ils ont mauvaise conscience (à supposer qu'ils en aient une).

Faut il remémorer les grottes de Verneuil en Hallates (vous vous souvenez... Mesrine et Minute déjà) à propos de calomnies.

Pensent-ils que dans l'immigration et autres marginalisés il n'existe pas de gens suffisamment « suicidaires » pour répondre à ces provocations qu'ils distillent à chacun de leurs articles. Le courage, heureusement reste un acte noble, qu'il faut doser sans aventure.

Ceux qui croient à un avenir plus responsable ne céderont pas à la provocation des émules de M. Jean Marie le Pen.

Areski Bechar

Sans Frontière

Table listing staff members under categories: SERVICE SOCIAL, DESSINS, PHOTOS, GESTION, SECRETARIAT DE REDACTION, SERVICE CULTUREL, ABONNEMENT, DIFFUSION, PUBLICITE, and SPORT.

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78. Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris. Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet. Rédacteur en chef : Mejid Daboussi « Ammar ». Directeur de publication : Khali Hammoud C.C.P. : 420900 F Paris Commission paritaire n° 61715 Diffusion N.M.P.P. Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin 3°. Imprimerie Voltaire-Impression. Montreuil.

ABONNEZ-VOUS, ABONNEZ VOS AMIS

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

Table showing subscription rates for France, Europe, and Africa, with options for 1 year, 9 months, and 6 months.

Table showing subscription rates for unemployed and students, with options for 1 year, 9 months, and 6 months.

Subscription form with fields for Name, Prename, Address, Code postal, and Ville, along with checkboxes for Abonnement, Reabonnement, Chèque, and C.C.P.



## bilan

*Le bilan du changement, ce n'est pas forcément et seulement un jeu de mots.*

*Cela recouvre aussi un certain nombre d'acquis réels de l'immigration, un an après l'arrivée de la gauche au pouvoir.*

*La méthode ne peut consister ici à en dresser le catalogue, pour tenir une sorte de comptabilité de mesures et de « non-mesures ». Mais dès le départ, on peut affirmer une certaine difficulté à suivre certains de nos « amis » qui estiment que rien n'a vraiment changé et qui semblent ainsi plus exprimer une déception (au moins égale à l'espoir que le 10 mai avait fait naître) qu'une réelle analyse de la situation.*

*Au-delà donc du « bilan comptable » de 12 mois de gouvernement de la gauche, notre propos ici est d'esquisser quelques remarques qui nous semblent, du moins en partie, avoir marqué l'année écoulée et qui peuvent si on n'y prend garde handicaper l'avenir.*



## REMARQUES SUR UN BILAN GLOBALEMENT ROSE

Lorsque nous disions le 10 mai 81, notre joie à l'élection de M. François Mitterrand, nous savions que la tâche serait ardue et le chemin long à parcourir.

Car l'immigration revenait de loin. Après le spot publicitaire des éboueurs partageant le petit déjeuner de M. Giscard, le septennat précédent avait sombré dans le racisme d'état et les contrôles, proclamant à tous vents que pour combattre le chômage, il suffit d'expulser les immigrés et ce sur un tableau noir à la télévision.

Nous étions nombreux à savoir que l'intolérance avait atteint ce peuple de gauche qui criait sa joie à la Bastille.

Il est même superflu de rappeler en ces jours d'anniversaires d'autres dates : Ivry, Montigny etc... La victoire de la grève de la faim de Lyon ne pouvait nous faire oublier la dispersion des « Sonacotra ».

L'immigration sortait de plusieurs années de répression. Il n'est pas sûr qu'elle puisse

l'oublier aussi facilement. Il nous faut en tenir compte.

Tout comme, il nous faut rappeler que si nous connaissions le travail mené par quelques uns au sein du Parti Socialiste pour le doter d'une réflexion sur l'immigration, nous savions qu'entre les positions nationales généreuses, et les réactions des élus locaux socialistes - dont le poids est considérable - il y avait toujours des nuances, souvent même des différences et parfois des contradictions.

Voilà aux lendemains du 10 mai les éléments en présence. Le bilan de cette première année ne pouvait être que le fruit de l'interaction de ces éléments.

Surpris par le changement que peu attendaient, les immigrés n'ont pu vivre la mutation nécessaire, correspondant à la nouvelle situation. Ils manquaient peut-être de lieux de réflexion et de débat pour le faire. A moins de chercher l'explication du côté de ces révoltes successives qui

ont été souvent écrasées, sans être analysées, ou d'un certain sectarisme qui faisait passer l'intérêt de telle association ou tel syndicat sur une vision globale. Toujours est-il qu'ils n'ont pu se constituer en pôle de proposition pour infléchir le changement dans tel ou tel sens.

Un débat public sur l'immigration - tant et tant désirée - aurait pu dynamiser la situation et faire avancer beaucoup de choses.

Ce débat public n'a pas eu lieu, du moins à l'initiative du gouvernement et le débat parlementaire qui a précédé le vote des lois ne pouvait prétendre le remplacer.

Par contre le thème de l'immigration a été au centre de débats publics, mais à chaque fois de manière négative. Ce fut réglée de suite, par un refus net, basé sur divers arguments et dont le plus cocasse est certainement « notre manque d'empressement à l'avoir ».

Ce fut ensuite, et comme en prolongement des événements

de Lyon de l'été dernier, cette insidieuse campagne sur l'insécurité.

L'immigration a des problèmes. Elle pose problème à la société d'accueil, elle l'interpelle à tous les niveaux. Elle sera donc inévitablement et de plus en plus au centre de débats publics et personne n'a intérêt à ce que la droite et l'extrême droite en aient exclusivement l'initiative.

D'autant que certaines voix se font entendre au gouvernement, pour expliquer qu'il faut être « discret » sur la question de l'immigration, et alors que d'autres n'arrivent pas à trouver des arguments ou une manière « pédagogique » de répondre aux idées racistes qui ne cessent d'être développés ici et là.

Tout s'est-il déjà joué ? Les nuances citées plus haut vont-elles se transformer en contradictions à l'approche de ces élections municipales de 83; qui ont l'air de bien inquiéter les maires socialistes.

Le débat n'a pas cessé d'avoir lieu. Le droit d'association

reconnu aux immigrés est une des rares décisions qui nous a intégré dans le régime commun, au même titre que la population française, ouvrant ainsi au plus grand nombre le chemin de l'initiative. L'usage qu'ils en feront pèsera certainement dans l'avenir. Mais, il faut avoir en tête les limites de ce nouveau droit. Il va concerner la couche des immigrés déjà politisés ou syndiqués. Une couche déjà sensibilisée par un bout ou par un autre.

L'octroi du droit de vote aux immigrés aurait pu permettre de peser bien plus considérablement et surtout d'ouvrir « un dialogue » avec des élus, encore trop peu sensibilisés aux questions de l'immigration, mais dont les pouvoirs sont accrus par la récente loi sur la décentralisation.

Même si l'argument constitutionnel est juste, le renvoi - à quand ? - du droit de vote est révélateur des résistances.

C'est là aussi un fait marquant de l'année.



François Autain :

# « NOUS N'AVONS PAS LES MEMES CONTRAINTES QUE LES ASSOCIATIONS »

Dans une interview accordée à « Sans-Frontière » - (qui est la deuxième que nous publions) -, François Autain, fait le point des réalisations accomplies jusque là. Cela rentre dans le cadre d'un numéro bilan qui sort cette semaine.

« Notre » ministre est plus à l'aise dans les dossiers que la dernière fois que nous l'avons vu, (il est vrai que c'était au début de sa nomination), mais comme il le dit, il « a du pain sur la planche ».

**SANS-FRONTIERE :** Un an après la victoire de la gauche, peut-on faire un premier bilan de l'action gouvernementale envers les immigrés ?

**François AUTAIN :** L'objectif que le gouvernement s'est donné a été largement atteint. Il y a eu une réforme considérable : réforme du droit d'association, de la législation en matière d'entrée et de séjour, un renforcement de la lutte contre le travail clandestin qui nous semble indispensable si l'on veut lutter efficacement contre l'immigration clandestine.

Plusieurs milliers d'arrêtés ont été abrogés. Nous ne sommes toujours pas bien compris, il faut le reconnaître. On parle beaucoup de ce qui ne va pas, mais rarement de ce qui va. On parle des marchands ambulants, des saisonniers qui font la grève de la faim, des expulsions qui n'ont pas lieu mais auront peut-être lieu. Il y a eu une manifestation récemment, j'ai vu une pancarte « non aux expulsions ». Quelles expulsions ?

**SF :** A ce propos il y a eu un débat récemment au conseil des ministres selon le canard enchaîné. Après les régularisations, comment va-t-on appliquer les refoulements ? Dans le cadre de l'article 26 comme le souhaitaient certains au gouvernement ou l'article 19. Est-ce que ce débat a eu lieu ?

**F.A. :** Je peux vous confirmer que le Canard Enchaîné n'était pas au conseil des ministres et que la loi



François Autain secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés.

sera appliquée. La loi prévoit que lorsqu'un étranger est arrêté chez nous, il peut être reconduit à la frontière. Mais contrairement à ce qui se produisait avant, c'est un magistrat qui prononce cette peine. Effectivement, il existe d'autres dispositions, les articles 25 et 26, qui permettent au Ministre de l'Intérieur dans des conditions précises de prononcer lui-même l'expulsion. Le ministre de l'intérieur recourra peut-être à ces articles ; cela dépend des situations devant lesquelles il sera placé. Il est très difficile de préjuger de l'avenir, mais la loi existe et le gouvernement est là pour l'appliquer. Je peux vous dire que cette loi a déjà été appliquée puisqu'à ma connaissance quelques personnes ont déjà été reconduites à la frontière, trois personnes « sans papiers ». C'est un magistrat qui a pris la décision. Il est évident que la régularisation comme son nom l'indique était exceptionnelle.

je crois qu'il y a des conceptions différentes. Nous avons dit très clairement ; arrêt de l'immigration, et amélioration des conditions de vie des immigrés qui sont dans ce pays depuis un certain temps.

D'autres estiment que nous devrions régulariser tous les immigrés qui se présentent, tous ceux qui viennent. C'est leur droit, mais au gouvernement nous avons une position tout à fait différente.

Nous disons « oui » à tous ceux qui étaient là quand nous sommes arrivés, « non » à ceux qui arrivent maintenant et tentent de passer clandestinement.

**SF :** Pensez-vous que ce débat recouvre en fait un débat plus général qui sera la toile de fond des élections municipales de 83, et qui concerne les thèmes de la sécurité et l'immigration

**F.A. :** Je ne tomberai pas dans ce piège. Pour moi l'insécurité n'est pas liée à la présence d'immigrés. L'insécurité est un problème de civilisation, de société urbaine, développée... Par exemple dans des pays où il y a moins d'immigrés, il y a autant de violence. Je pense à l'Italie par exemple.

**SF :** Pourtant certaines déclarations de membres de gouvernement semblent lier ces deux aspects.

**F.A. :** Il ne faut pas tout mélanger. Il y a par exemple une violence qui vient de l'extérieur. C'est le cas de l'attentat de la rue Marbeuf. Par contre l'attentat de Romans ne me semble pas faire partie de cette catégorie, mais cela n'a rien à voir avec les problèmes de cohabitation des communautés françaises et immigrées.

Ces problèmes résultent d'une carence des précédents gouvernements qui se sont succédés. C'est vrai que pour des raisons économiques, on a fait appel à la main d'oeuvre immigrée de façon à limiter les salaires sans se soucier des conditions d'accueil. On n'a pas pris à l'époque les mesures sociales qui auraient permis d'éviter ces difficultés de cohabitation. Alors, il est vrai qu'il existe des problèmes mais c'est le résultat de 10 ans de carence de l'Etat. Aujourd'hui on se trouve en face d'une situation très difficile, d'autant plus qu'à la faveur de ces attentats, et des agissements de l'opposition, un discours se fait jour, un discours raciste qui essaie d'inquiéter une opinion, très sensible en période de crise, à une telle propagande. Il est vrai aussi que certains indices montrent que l'opinion est inquiète, moins tolérante que par le passé et cela ne va pas sans poser de problèmes.

**SF :** Sur le plan de ce qui est déjà engagé...

**F.A. :** Deux autres volets sont importants. Nous avons renoué le dialogue avec les pays d'origine. Nous avons réussi à créer un climat de confiance dans le monde de l'immigration qui s'est immédiatement traduit par une amélioration avec les pays d'origine. Cela facilite la coopération, l'examen des problèmes de l'immigration, en particulier avec l'Algérie.

Nous avons fait des progrès considérables dont nous ne tarderons pas à recueillir les fruits. Nous allons avec certains pays, notamment le Sénégal, passer des accords de coopération de retour réinsertion comme avec l'Algérie, toutes proportions gardées.

Le troisième volet de nature politique porte sur l'insertion sociale des immigrés et c'est essentiellement pour le moment les contrats d'agglomérations. Vous savez que pour la première fois 40 millions ont été inscrits au budget pour financer ces contrats d'agglomérations. Sur ces 40 millions, 30, ont été affectés à la commission Dubedout qui intervient dans les secteurs à forte proportion immigrée et nous avons réservé 10 millions à des actions plus ponctuelles.

Ces quelques exemples montrent l'amélioration que nous avons apporté à la situation de l'immigration dans notre pays, et prouvent que nous rompons avec la politique précédente.

**SF :** Il y a incontestablement une certaine morosité dans vos rapports avec le mouvement associatif. Comment l'expliquez-vous ?

**F.A. :** Il n'a pas les mêmes contraintes que nous. C'est vrai que c'est difficilement supportable de voir des étrangers qui luttent pour survivre, qui viennent ici, et se retrouvent « sans papier » je comprends, mais nous ne pouvons pas les régulariser. De plus notre politique libérale est différente de celle pratiquée par les pays du Marché Commun et si nous y prenons pas garde, cette politique risque de se retourner contre les immigrés qui sont chez nous en situation régulière depuis longtemps, et qui ont participé au développement économique de notre pays. Ces gens ont droit à notre reconnaissance. Ce sont eux qui seraient les principales victimes si nous suivions les mots d'ordre des associations. J'ai lu : « Régularisation de tout le monde sans condition », je ne sais pas si on a bien réfléchi à la portée de cette phrase. Cela signifie que la France peut accueillir tous les habitants qui le souhaitent, et ils sont certainement nombreux, la France n'en a pas les moyens. On ne peut pas répondre à un tel slogan. Un nombre rapidement croissant d'étrangers affluerait et très rapidement nous aurions en France des difficultés d'insertion, d'éducation, de logement. Il faut absolument maîtriser le flux migratoire. Sinon nous causerons un grave préjudice à la communauté immigrée qui vit déjà dans notre pays et dont nous voulons améliorer le sort. Il est très difficile de contrôler totalement les frontières dans un pays démocratique. Il y a donc un risque d'immigration clandestine et pour la réduire nous avons recours à un certain nombre de mesures dont on a déjà parlé ; rétablissement du visa court séjour, pour les pays du Maghreb en particulier, qui inter-





Georges Fillioud:

# «SI TOUS LES PEUPLES DU MONDE...»

**Suite à l'attentat contre la Mosquée de Romans, (voir S.F. n° 61), « Sans-Frontière » a demandé à Georges Fillioud ses réactions et la place que prendront les radios-libres et l'audio-visuel dans l'élaboration d'un dialogue inter-culturel.**

**Sans-Frontière : Quelle est votre interprétation des événements de Romans ?**

**Georges Fillioud :** Il ne faut pas s'y tromper : la situation à Romans n'est sur le plan de la cohabitation de communautés d'origines différentes, ni meilleure ni pire qu'ailleurs. Les véritables enjeux me paraissent se situer sur un autre plan. Ce n'est pas un hasard en effet si Romans, à quelques semaines des élections cantonales de mars dernier, a été l'une des premières villes où ont été distribués des tracts à caractère-

raciste : L'extrême droite et une fraction non négligeable de la droite, ont, probablement faute d'arguments politiques crédibles, choisi de remplacer le débat par l'insulte aux droits de l'homme.

La conséquence de tel comportement est grave. Ils incitent à la violence. Le risque est, désormais, qu'à cause de quelques irresponsables se développent de forts mouvements d'hostilité entre communautés qui doivent pourtant vivre ensemble.

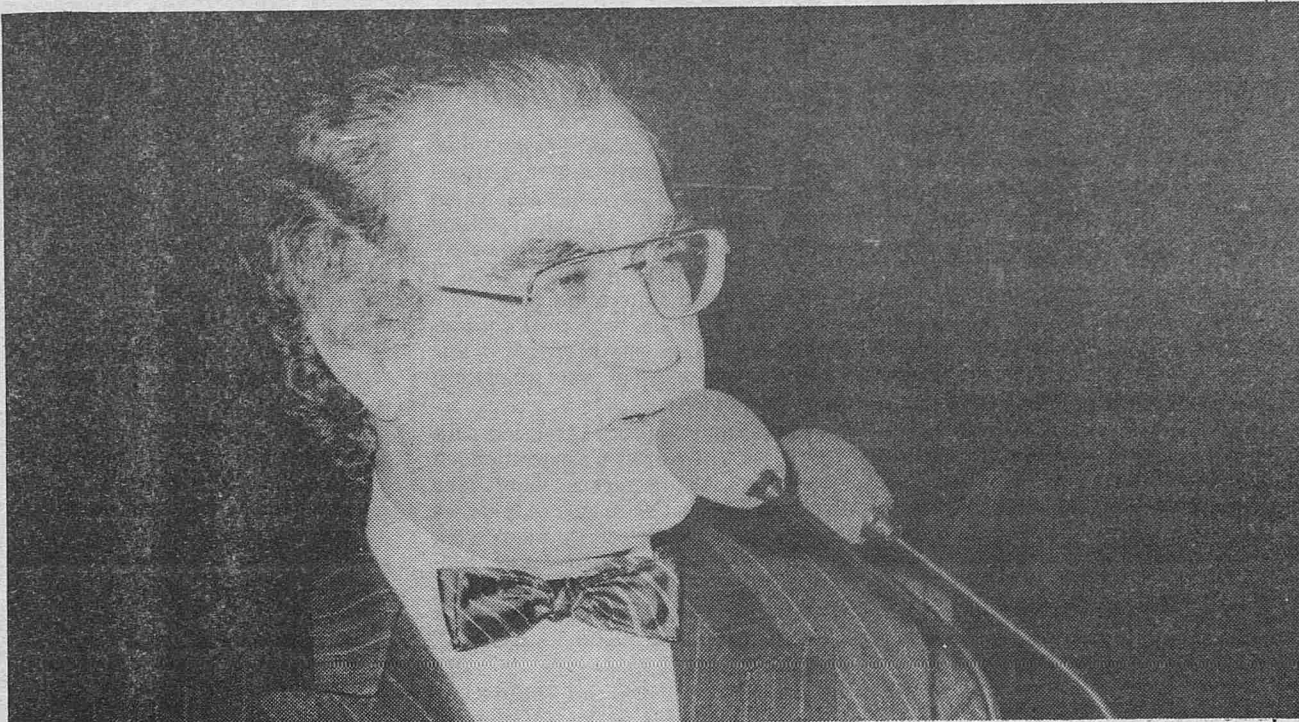
**S.F. :** Un certain climat raciste, notamment, à l'égard des maghrébins est en train de se développer en France. Quelles sont les causes ? Que comptez-vous faire pour y remédier ?

**G.F. :** En dépit d'un certain nombre d'actes de violence spectaculaires commis ces derniers temps, je ne crois pas que les sentiments racistes s'accroissent en ce moment en France. Souvenez-vous de tant de crimes exécutés depuis 10 ans.

...Le gouvernement a pris déjà de nombreuses mesures en faveur des immigrés. Il est décidé à tout faire pour favoriser la coexistence des communautés raciales. De part et d'autre on doit savoir qu'il ne fera preuve ni de complaisances ni de faiblesses.

**S.F. :** La religion musulmane est la deuxième religion en France. Pourquoi la construction de lieux de cultes musulman suscite-t-elle autant de réticences ?

**G.F. :** C'est toute la question. C'est à-dire celle de l'intolérance. Les guerres de religion ne sont pas un



phénomène nouveau dans notre histoire. La création d'un lieu de culte cristallise toutes les oppositions inavouées, toutes les incompréhensions en leur donnant l'apparence d'un débat idéologique ou spirituel.

Mais les actions de violence comme celle qui a été commise à Romans sont en réalité le fait de petites minorités qui visent au-delà de leur propre haine à déstabiliser la société.

**S.F. :** Il existe actuellement 3 radios-libres immigrées. Que

comptez-vous faire pour favoriser l'émergence de ces voix immigrées et à travers elles, d'un dialogue inter-racial ?

**G.F. :** Je dois rectifier votre chiffre : il existe actuellement environ vingt cinq radios de communautés ethniques en projet ou qui émettent déjà sur la bande FM et ceci rien que sur la région parisienne.

Malheureusement faute de fréquences disponibles, il n'y aura pas possibilité d'accorder plus d'une ou deux fréquences aux radios de communauté ethniques.

Des regroupements sont en cours : La Fédération Nationale des Radios Libres (FNRL) annonce par exemple le regroupement de dix huit de ces radios

Si la rareté des fréquences est un fait inéluctable, du moins permettra-t-elle le rapprochement des voix et peut-être serai-ce l'occasion du dialogue inter-racial souhaité par tous, sur une même antenne. Si tous les peuples du monde...

**S.F. :** Les médias et l'audiovisuel assimilent souvent « Islam et Fanatisme ». Même si, pour certains pays, cela se justifie, ne voyez-vous pas dans cette « schématisation » l'expression en même temps que la cause d'un climat anti-musulman ?

**G.F. :** Je me garderai de porter un jugement aussi tranché que celui que vous avancez. Sans doute les médias ont ils une responsabilité éminente dans la formation du jugement collectif des peuples. Mais ces responsabilités sont partagées. Il y a des excès de tous les bords. Or rien ne me paraît plus nocif, plus dangereux pour la paix et les libertés, que le fanatisme. La guerre, fût-elle sacrée, reste la guerre. Une dictature fut-elle religieuse, signifie l'anéantissement des libertés.

Il faudrait que chacun prenne conscience des conséquences de l'usage qu'il fait de la liberté d'expression dont il a le droit légitime d'user.

**S.F. :** Dans le cahier de charge des trois chaînes, la question des besoins d'information sur l'immigration a-t-elle suscité un débat ?

**G.F. :** Telle qu'elle est formulée, cette question appelle elle aussi une rectification. Si le « débat » visé est le débat en cours au Parlement, ce ne sont pas les cahiers des charges qui sont examinés, mais le projet de loi. Les nouveaux cahiers des charges qui découleront de cette loi, après sa promulgation seront bien entendu, élaborés en étroite concertation avec les ministères à vocation sociale ou socio-culturelle notamment -, mais pas avant le courant de l'été.

Actuellement, les cahiers des charges aujourd'hui en vigueur donnent lieu à deux types d'interventions audiovisuelles, à but social sur la radio, à but culturel sur la TV

- en radio, sur France-Inter, chaque matin Inter Migrants diffuse des infos de service qui sont suivies d'une permanence téléphonique (9h - 19h) d'assistance pratique aux immigrants. En 1981, 26 000 appels;

- En TV, sur FR3, le dimanche matin l'émission Mosaïque (90 minutes).

Ces réalisations sont notoirement insuffisantes, ce qui a conduit le Secrétaire d'Etat chargé des Immigrés, François Autain, à charger en novembre 1981, Madame Françoise Gaspard, député-maire de Dreux, d'une mission d'étude sur les problèmes de l'immigration dont les conclusions devraient être déposées au début de l'été. Concernant la communication, l'absence du culte islamique à la TV a été particulièrement critiquée. Une réunion interministérielle doit se tenir à Matignon le 25 mai sur ces sujets.

Propos recueillis par  
Mejid Amar  
et Fabienne Messica

## F.AUTAIN...

viendra en 83 ; nous allons engager avec les pays voisins, des négociations bilatérales ou dans le cadre de la communauté européenne pour harmoniser la législation pour concentrer nos efforts sur les frontières qui ne sont pas communes. Une fois ces mesures prises nous parviendrons à lutter efficacement contre le travail clandestin. Est-ce que nous allons parvenir à enrayer définitivement le travail clandestin ? Rien ne permet de dire aujourd'hui que nous y parviendrons, mais je pense qu'avec l'application de ces dernières mesures nous devons être en mesure de limiter ce risque mais des dérapages ne sont pas exclus d'autant plus que la pression aux frontières est de plus en plus forte.

**SF. :** Revenons si vous le voulez à l'insécurité. Ce thème va être de plus en plus utilisé à l'approche des municipales ?

**F.A. :** L'amalgame immigré-insécurité-délinquance n'a pas lieu d'être, je dirais même que les immigrés, toutes choses égales, sont globalement moins délinquants que les français. Ce n'est pas moi, qui

l'invente. C'est écrit dans le bilan très officiel demandé par le président de la république, bilan qui a été rédigé par Stanislas Mangin. C'est un homme qui connaît bien le monde de l'immigration - Il montre qu'effectivement celui-ci est globalement moins délinquant. Dans les prisons il y a toutefois plus d'étrangers que de français, ce qui tendrait à démontrer que nous n'avons pas toujours la même attitude face aux étrangers que face aux français, mais c'est un fait qu'il faut intégrer à notre réflexion. C'est un phénomène qui ne changera qu'avec le temps et il ne suffit pas de faire des circulaires ou des lois. Il faut une évolution des mentalités de part et d'autre. Il y a cinquante ans l'attitude des français vis-à-vis des italiens n'était pas très positive, maintenant c'est le moins que l'on puisse dire, c'est d'autant plus difficile que les cultures sont très différentes. La compréhension est plus lente à s'établir. Si vous rajoutez à cela l'absence de perspectives sociales, professionnelles et le climat de crise, les conditions d'un véritable dialogue ne sont pas réunies.

**SF. :** On a l'impression que les élus locaux ne vous aident pas beaucoup dans ce sens ?

**F.A. :** Il y a un travail d'explication

à faire, mais il faut dépassionner le débat. Or, il est bon de savoir que certaines municipalités, notamment socialistes ont favorisé l'expression des immigrés en créant des offices municipaux ou des commissions extra-municipales, etc...

**SF. :** Ce bilan esquissé, quelles sont les réformes qui vont intervenir dans les prochains mois ?

**F.A. :** Des réformes sur les instruments et, notamment le FAS. Ces réformes portent sur la démocratisation. On va modifier la composition du conseil d'administration du FAS. en y introduisant des représentants authentiques de l'immigration. D'ou des difficultés redoutables, pour trouver des représentants qui ne soient contestés par personne il n'est pas certain que nous arriverons à contenter tout le monde.

Nous préparons également les réformes de la commission nationale pour le logement des immigrés, de l'O.N.I., de l'I.C.E.I. et encore de la Mission interministérielle pour la lutte contre le trafic de main d'oeuvre.

Vous voyez que nous avons du pain sur la planche.

Propos recueillis par  
M.A. et K.B.



**Fin 78, socialistes et radicaux de gauche présentent leurs propositions sur les travailleurs immigrés. Leur projet, « n'a pas pour intention de constituer un statut des travailleurs immigrés ». Le but du projet, qui part « de la constatation que la classe ouvrière est devenue multinationale, est de donner à tous les travailleurs, indépendamment de leur nationalité, les mêmes droits ». D'où création d'une carte d'identité valable 10 ans. Une délégation aux immigrés devra contrôler le flux migratoire. Condition d'entrée : justifier d'une autorisation de travail.**

**Le projet de loi ne se prononce pas quant au droit de vote. Les futurs élus, eux, si. Jean Le Garrec, le Monde du 17/2 : « Il n'est plus possible de considérer les immigrés comme seulement des travailleurs, ils sont aussi des citoyens... Ce pouvoir de citoyens doit leur être reconnu par l'octroi du droit de vote dans les scrutins municipaux, moyennant certaines conditions concernant la durée de présence ». Voilà pour les intentions.**

**10 mai 81 :** Mitterrand est élu. Immense espoir pour tous, y compris pour les immigrés. Dès le 26, Gaston Defferre, nouveau ministre de l'Intérieur suspend « à titre provisoire », les expulsions. Les jeunes étrangers ne sont plus expulsables. **Saha Gaston !**

Jean Perraudon, nommé Conseiller Technique auprès de Mme Nicole Questiaux, Ministre de la Solidarité Nationale déclare à Sans-Frontière : « je pense qu'une vaste concertation va très vite être mise en place ».

**Juin,** après les législatives (22 juin), un Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés, dirigé par Mr. François Autain, est créé.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le dossier des clandestins sera le plus épineux de la rentrée. Les associations de soutien sont unanimes : à présent, les immigrés doivent se faire entendre.

**Juillet.** Le 6, première circulaire : les commissariats délivreront une autorisation provisoire de séjour de trois mois à tout clandestin qui en fera la demande. Le 15, F. Autain annonce de prochaines mesures en direction des clandestins. Le 25, au sujet du droit de vote : « Il faudra modifier l'article 3 de la Constitution qui stipule que sont électeurs les seuls nationaux français ».

**Août.** Le 11, lancement de

*Bilan d'un an de gouvernement socialiste*

# UNE ANNEE MARQUEE PAR LA REGULARISATION

l'opération de régularisation exceptionnelle qui débutera à la fin du mois. Conditions imposées : être en France au 1er janvier 1981, preuve à l'appui ; présenter un contrat de travail d'au moins un an. Les dossiers, qui doivent être déposés avant le 31/12, seront examinés en commission. F. Autain, estime dans l'interview le chiffre des clandestins à 300 000 environ. Le 14, il déclare, à la suite d'une polémique sur le droit de vote : « L'opinion publique n'est pas préparée à une telle réforme... qui reste un objectif à long terme ».

**Septembre-octobre :** trois lois sont votées. 1. Le droit d'association est ouvert aux immigrés. Non sans surprises : la droite vote le texte, et la gauche le refuse. 2. Répression du travail clandestin. Les employeurs seront punis d'une amende de 2 000 à 20 000 F et de deux mois à un an de prison.

3. « *Entrée et séjour des étrangers* ». La loi ouvre la première crise entre le gouvernement et sa majorité. Les expulsions sont rétablies en cas de « menaces graves pour l'ordre public », de même que l'interdiction administrative.

**Novembre.** Ce mois contient en résumé tous les problèmes auxquels va se heurter le gouvernement. A. Charenton, à la Bastille, rue de Madagascar, etc, ceux que l'on appelle désormais les « Sans Papiers » vont lutter, contre leurs patrons et les milices, pour l'obtention d'un contrat de travail. Les faits divers violents se multiplient. (Voir SF 36 à 39). Parallèlement, à Renault, les immigrés débrayent. Une grève « dure » qui va partiellement échapper aux syndicats. Le 20, après un premier bilan (70 000 régularisations) et avoir reconnu que l'opération « soulève divers problèmes qui n'ont pas tous été évoqués », le gouvernement assouplit les conditions : les dossiers peuvent être déposés

même incomplets et les candidats disposeront de trois mois, récépissé à l'appui, pour compléter le dossier. Les services administratifs sont invités à abandonner leur attitude de blocage ; les employeurs qui faciliteront les démarches ne seront pas inquiétés. Quant aux clandestins laissés pour compte, une commission départementale étudiera les dossiers cas par cas. Les saisonniers devront avoir travaillé 21 mois dans les trois dernières années pour bénéficier de la régularisation.

**Décembre.** Le 8, tous les postulants sont invités à se faire connaître, même sans dossier. Le Secrétaire d'Etat déclare que « l'examen des dossiers conduira à de nombreuses régularisations d'étrangers en France depuis le 1er janvier 81 ». Le 10, les pouvoirs publics annoncent : les récépissés arrivant à échéance sont prorogés de trois mois. Le 12, manifestation organisée par la MTI, sous le mot d'ordre : « régularisation sans condition ! Réouverture des frontières ! »

Le CLAP, la FASTI, la CFDT, tirent un bilan très critique de l'opération. 31 décembre : la date est reportée de deux semaines. Les saisonniers auront jusqu'au 29 janvier pour se présenter et les 21 mois de travail seront échelonnés sur 5 ans, non plus sur 3. Les dossiers déposés pourront être complétés jusqu'à la fin mars.

**1982 quatre axes : régularisation, secteur automobile, sous-traitance, et insécurité ouvrent l'année.**

**Janvier.** Le 6, les nettoyeurs du centre Beaubourg inaugurent le mouvement de grève des sociétés de sous-traitance. Le problème de fond, titularisation des immigrés, ne sera pas résolu. Le 15, clôture officielle de l'opération de régularisation, après un sursis qui n'a pas déplacé les foules. 136 000 dossiers ont été déposés, dont « la quasi-totalité » selon F. Autain, recevra un avis favorable. La date limite de dépôt de dossier des saisonniers est à nouveau reportée, au 26 février. A la fin du mois, les municipalités de Nice, Buzet, Amiens, Asnières, commencent à parler insécurité. La délinquance est due « à la jeune population d'origine maghrébine qui pourrit les quartiers ».

**Février.** Le 2, première grève de la faim sous le septennat socialiste. 120 saisonniers inaugurent le mouvement en Avignon : le mouvement s'étend jusqu'à Nîmes. Dans la banlieue parisienne, de nouveaux incidents violents opposent clandestins et employeurs. Le 11, déclaration de G. Defferre, qui pour lutter contre « les faux touristes, concocté avec le gouvernement algérien, des mesures inédites. Le 18, les corps de deux « faux touristes » tunisiens sont découverts près de Menton : ils voulaient franchir la frontière. Février est aussi le mois des 39 heures : à Fulmen, un algérien en meurt, pendant une grève. A Avignon, le groupe « OAS revient »

revendique le cocktail molotov lancé sur les grévistes. Le 22 février, c'est au tour des ambulants de se manifester, devant le ministère de la Solidarité. Le 24, Defferre réitère dans le journal local de Marseille. Il faut lutter contre « les clandestins, les oisifs et les désœuvrés » titre de l'article « Sécurité d'abord »

**Mars.** Le personnel de l'ONI, chargé d'accueillir les postulants à la régularisation est en grève ; Gaston Defferre diffuse une lettre à ses administrés sur l'insécurité, la délinquance et l'immigration. Les employés clandestins du restaurant « les 2 byzantins » occupent les locaux. Au Club Méditerranée, les saisonniers sont en grève. 160 associations demandent une régularisation rapide « pour tous ceux qui l'ont demandé ». Le 27, 40 marchands ambulants entament à Paris, une grève de la faim.

**Avril :** Dernières instructions. Les saisonniers ont jusqu'au 15 avril pour dénicher un contrat ; leur carte de travail ne sera valable que pour un seul département. Une cir-

culaire paraît, définissant les conditions de régularisation des ambulants. Réaction des concernés : « On veut des papiers ! Pas de circulaires ! » Bernard Deleplace, responsable du plus important syndicat de police, déclare : « il faut expulser les jeunes récidivistes comme avant le 10 mai. » Le 15, clôture de dépôt des dossiers de saisonniers. Le même jour, polémique Defferre-Badinter sur la sécurité. Les OS de Renault se mettent en grève, à Flins.

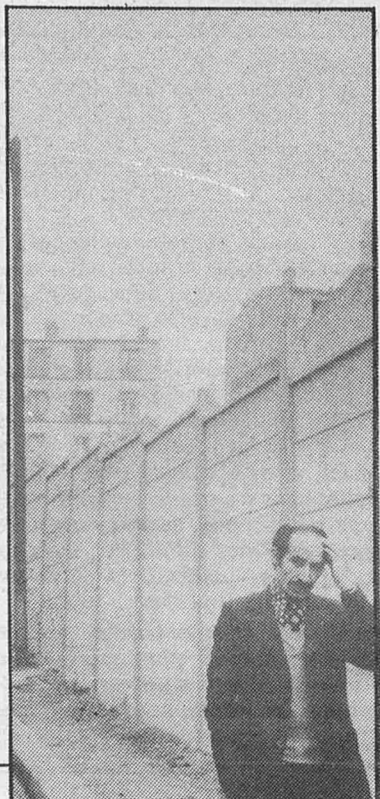
**Mai :** Citroën, à la suite de la diffusion du tract « Cher Mustapha » se met en grève. Le mois s'est ouvert sur les décisions suivantes : fermeture des frontières, nécessité d'expulser 50 000 immigrés (dixit Defferre). La loi sur les contrôles administratifs à effectuer « dans des lieux déterminés » est adoptée en conseil des ministres. Peyrefitte rigole. Le 2 mai, une mosquée est plastiquée à Romans. Manifestation organisée à Paris par le MRAP, en protestation contre l'attentat.

Chronologie établie par Marc Weitzmann

## Point sur les textes importants émis

- Téléx du Ministre de l'Intérieur du 27 mai 1981 : Suspension des expulsions.
- Circulaire 81-47 du 6 juillet 1981 : abrogation d'expulsions, notifications de refus de séjour, A.P.S. de 3 mois, renouvellement des cartes des algériens, droit au mariage.
- Circulaire 81-50 du 10 juillet 1981 regroupement familial (publiée au J.O. le 26.09.81)
- Communiqué du Conseil des Ministres du 23 juillet 1981 (AM-n° 1-13.08.81)
- Loi d'Amnistie n° 81-736 du 4 août 1981 : délits en matière de police des étrangers.
- Circulaire 5-81 du 5 août 1981 : modification de la circulaire du 10 juin 1980 au sujet des renouvellements des titres de travail (publiée au J.O. du 25.09.81)
- renouvellement automatique (indépendamment de la situation de l'emploi)
- Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Immigrés du 5 août 1981 : Extension des catégories de la population auxquelles la situation de l'emploi n'est pas opposable (que ce soit pour la délivrance du 1er titre de travail, ou pour le renouvellement (publiée au J.O. du 25.09.81)
- aux conjoints]
- aux jeunes
- Circulaire 81 - du 5 août 1981 : contrôle aux frontières (publiée au J.O. du 26.09.81)
- Circulaire 6-81 du 7 août 1981 : restitution des titres de travail à ceux dont l'expulsion a été abrogée

- ou qui sont sous le régime du sursis (publiée au J.O. du 25.09.81)
- Circulaire du 11 août 1981 : Régularisation exceptionnelle (publiée au J.O. du 25.09.81)
- Instruction complémentaire n° 1 du 27 août 1981 à la circulaire du 11 août 1981 relative à la régularisation de la situation de certains étrangers (publiée au J.O. du 25.09.81)
- Circulaire du 21 août 1981 de Monsieur Autain (publiée au J.O. du 25.09.81) : conditions d'emploi des ressortissants maliens.
- Loi reconnaissant le « droit d'association aux étrangers ». du 29 octobre 81.
- Loi sur l'emploi irrégulier, et abrogation de la loi de 1932.
- Instructions complémentaires n° 2 du 22 octobre 1981, à la circulaire du 11 août 1981 relative à la régularisation de certains étrangers.
- Loi du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (publiée au J.O. le 30 octobre 1981)
- Circulaire du 20 Novembre 1981 relative aux travailleurs saisonniers étrangers.
- Télégramme du Ministère de l'Intérieur sur les règlements à appliquer aux algériens (12 octobre 1981)
- Téléx et communiqué relatif à la prolongation des récépissés provisoires (23 novembre 1981)
- Circulaire du 25 novembre 1981 portant suppression du dispositif d'aide au retour.





L'heure du bilan n'a pas encore sonné...

## PASSER DU RÊVE A LA REALITE

Par Pierre Gery\*

Un an après l'arrivée au Pouvoir d'un gouvernement de Gauche, il nous semble pour le moins prématuré de vouloir faire un bilan. Par contre, il n'est peut-être pas mauvais de nous interroger de part et d'autre afin de mieux discerner les « signes » qui, en négatif ou en positif, témoignent d'une évolution dans la politique d'Immigration de la France.

D'emblée nous disons que nous ne nous joignons pas au chœur des éternelles pleureuses, ni à celui de ceux qui, incapables de sortir de la contestation systématique, ou ne le souhaitant pas, sont finalement plus préoccupés de problème de politique politicienne que du sort de la population étrangère en France.

D'emblée nous disons que nous refusons à analyser la politique d'immigration du gouvernement hors du contexte global dans lequel elle s'inscrit, à savoir la situation réelle de la France, et les divers rapports de force qui inévitablement circonscrivent une marge d'action qui nous oblige à ne pas tomber dans l'idéalisme et dans le rêve. A tout vouloir on risque de tout perdre. Ce risque nous ne le prendrons pas, ne serait-ce que parce que nous avons conscience

ce pays le reconnaît et en tire les conséquences.

- Les divergences au sein des partis de la coalition gouvernementale et les divisions syndicales qui ne peuvent, en aucun cas, aider à la prise en compte des réels problèmes liés à une immigration qui doit trouver sa place dans ce pays.

- Les divisions et les incohérences de ce que j'appellerai « le front de lutte dans l'immigration », front qui sous l'ancien septennat regroupait dans l'opposition un grand nombre d'associations immigrées et françaises, soutenu, plus ou moins par les syndicats et les partis de gauche. Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui ce « front » s'est dissout et que chaque organisation tire à hue et à dia, reprochant au gouvernement de ne pas jouer le jeu de la concertation

pour essayer de trouver des solutions communes pour affronter la crise économique, on peut attendre longtemps une prise en compte des problèmes de l'immigration si celle-ci ne s'organise pas à la base.

- La responsabilité des gouvernements des pays d'origine par rapport à leur propre immigration. Pour la plupart d'entre eux, avec des nuances peut-être, l'immigration a-t-elle une autre signification qu'une monnaie d'échange.

Cet ensemble de problèmes, et il y en a bien d'autres, nous conduisent inévitablement à passer du rêve à la réalité.

Le rêve, ce que d'aucun appellent « utopie » il demeure certes ancré en nous : Cette société nouvelle, pluriculturelle, ou chaque communauté sera reconnue dans son identité et ou l'apport de chacun sera un enrichissement pour tous, cette société, c'est-elle-là que nous voulons.

La réalité, elle, est beaucoup plus complexe. C'est le long chemin que nous avons à tracer pour y parvenir. Cette société est devant nous. Elle ne se construira pas sans pleurs ni grincements de dents. Elle ne se construira pas non plus sans lutter. A condition encore que ces luttes portent sur l'essentiel et ne se cristallisent pas sur des objectifs « marginaux ». Elle ne se construira pas non plus - et c'est ce qui de mon point de vue a changé depuis le 10 mai - sans dialogue, sans concertation, sans faire sauter les « corporatismes » de tout-bord, sans cohésion avec l'ensemble des luttes de la classe ouvrière, en un mot, elle ne se construira pas sans L'UNITE de toutes les forces sociales qui veulent le changement.

Quelles conclusions à tout-cela ?

- N'attendons pas tout du gouvernement. Plus qu'hier peut-être, nous avons à maintenir à son égard Notre Vigilance, à cause des espoirs qu'il a fait naître.

- Nos associations se doivent de s'organiser ensemble, se concerter et devenir des forces de propositions et de pressions. L'influence du secteur associatif nécessite un minimum de cohésion des associations entre-elles.

Les luttes demeurent indispensables. Mais sur des objectifs fondamentaux qui visent une réelle insertion des communautés immigrées en France : droits politiques - Formation - Développement.

Enfin, une conviction : il n'y a pas lieu d'être optimistes. Il n'y a pas non plus lieu d'être pessimistes. Tout ce qu'il est possible de réaliser aujourd'hui, il faut le faire sans attendre. Jamais toutes les « conditions » ne seront réunies. Laissons aux idéologues le « ministère de la parole ». Quant à nous, passons aux actes.

\*Département immigration  
CIMAIDE

## Bientôt le printemps

Par André Jeanson\*

Comme beaucoup d'autres, nombreuses sont les associations intervenant sur le terrain de la formation des migrants qui se sont réjouis de l'arrivée de la gauche au pouvoir et ont salué avec satisfaction les premières mesures prises au bénéfice des migrants.

Par la suite avec beaucoup d'autres aussi, elles ont dû déplorer certaines insuffisances ou ambiguïtés de quelques unes de ces mesures. Et certes, si elles font un bilan de ce qui a été fait depuis un an par le nouveau pouvoir sur les problèmes qui les concernent plus directement, c'est-à-dire les problèmes de la formation des migrants, elles sont conduites à des constatations plus chargées d'ombres que de lumières.

Je n'évoquerai ici que quelques uns de ces problèmes que le gouvernement Mauroy a trouvés pendents, pour beaucoup pourrissants et maléfiques à son arrivée aux affaires :

1) Chacun sait que les activités de formations sont financées on par une intervention directe du budget de l'Etat, mais dans une large mesure par l'appel aux crédits du FAS c'est-à-dire par des prélèvements sur les allocations familiales non versées aux immigrés. Depuis des années ce financement d'Etat a été dénoncé et nous avons réclamé la budgétisation de ces crédits de formation. Or, seule l'institution de contrats d'agglomération peut-être considérée comme une petite amorce de cette budgétisation et il faut noter que la réforme du FAS dont on parle beaucoup aujourd'hui ne remet pas en cause le financement sur les allocations familiales des immigrés.

2) Au-delà de ces ambiguïtés financières, depuis quelques années, les crédits affectés à la formation des migrants n'ont même pas été ajustés au coût de la vie. Cette année cela a été fait cependant, mais de telle façon qu'en réalité aucune action nouvelle n'a pu être entreprise alors que par ailleurs des demandes s'accroissent dans tous les domaines de la formation : alphabétisation, préfo, etc...

3) Le gouvernement avance une idée excellente, son prédécesseur d'ailleurs l'avait déjà prise à son compte. Elle consiste à souhaiter que très rapidement, afin de démarginaliser les immigrés, les actions de formation qui leur sont spécifiques puissent être supprimées ou plus exactement intégrées dans l'ensemble des actions de formation

destinées à toutes les populations. Idée excellente, encore une fois, que nous partageons pleinement, mais à quoi cela sert-il si par ailleurs il n'y a pas de volonté réelle du côté des responsables des actions de « droit commun » de prendre concrètement le relais et si ces responsables ne peuvent disposer d'aucun crédit supplémentaire pour prendre en charge cette « clientèle nouvelle » ?



\*Président du CLAP

Or, c'est bien ce qui se passe sous nos yeux en ce qui concerne la préformation.

4) Nous ne voyons pas davantage de remise en cause de cette conception stéréotypée, dirais-je qu'avait l'ancien pouvoir de l'acte de formation, n'y voyant qu'un « cours », de « tant de minutes », avec un maître et des élèves, négligeant ainsi l'essentiel : tout ce qui environne le cours, tout ce qui fait que l'immigré accède au désir de se former, de s'inscrire à un cours et d'y rester, toutes les différences souvent considérables entre les choix, les attentes et les aptitudes des élèves du même cours, etc...

Le résultat est qu'aujourd'hui encore « les normes financières » qui sont imposées par les Pouvoirs Publics aux organismes réalisateurs sont proprement intolérables dans leur taux qui ne tient aucun compte des coûts réels des réalisations et plongent ainsi les associations dans des difficultés financières insoutenables et



quelquefois mortelles dans leur rigidité qui ne permet pas de faire face aux possibilités réelles des élèves et du coup nuit gravement à l'efficacité des interventions.

5) Aujourd'hui comme hier, les décisions concernant la formation de migrants sont prises sans concertations sérieuses ni avec les intéressés, ni avec les organismes de formation, ni bien entendu avec les immigrés stagiaires. Il apparaît que le pouvoir actuel éprouve quelques difficultés à reconnaître le secteur associatif sur ce terrain de la formation de migrants comme un partenaire à part entière. Depuis un an, nous intervenons auprès du Secrétariat d'Etat pour la mise en place de structures de dialogue et de travail afin d'organiser une concertation permanente avec toutes les parties concernées : si tout va bien, c'est seulement en fin de ce mois de mai qu'un effort sera fait sans doute en ce sens.

Ce bilan encore une fois très incomplet et superficiel n'inspire pas la joie. Cependant, il faut être clair, nous demeurons solidaires de l'expérience qui se joue en France depuis le 10 mai, nous en souhaitons et voulons le succès. Nous constatons seulement et nous le disons que sur ce terrain qui est le nôtre, le changement se fait attendre.

Certes, nous voulons bien considérer que ce terrain-là n'est pas de soi un terrain qui hante les préoccupations premières du Pouvoir et qu'il n'est pas incompréhensible qu'il soit resté négligé au cours de cette première année.

Nous voulons espérer que notre « tour viendra » : la réforme du FAS actuellement à l'ordre du jour (mais aborder par ce biais la définition d'une politique globale de formation à destination de migrants ne nous paraît pas une bonne approche), la mise sur pied prochaine de structures de dialogue que nous réclamons : nous voulons voir dans ces faits des « hirondelles » qui contrairement au dicton, nous voulons l'espérer, annoncent le printemps.



que le rapport de force n'est pas, actuellement plus qu'hier, en notre faveur : c'est-à-dire en faveur de ceux qui luttent pour que la population étrangère sorte de la précarité. Si nous ne mettons pas endoute, à ce sujet, la volonté politique du gouvernement, nous avons cependant conscience qu'elle se heurte et se heurtera à un certain nombre d'obstacles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

A l'intérieur :

- La situation économique. Il faut oser la regarder en face. Tout comme les chômeurs français, les chômeurs immigrés en ont conscience lorsque toutes les portes des entreprises se ferment devant eux. Et l'inflation les frappe eux aussi de plein fouet.

- La coalition du patronat et de la droite et toutes les manoeuvres pour destabiliser le pouvoir. Le mur de l'argent tient bon, il est le nerf de la guerre. Sont-ils disposés, ceux là, à voir dans les étrangers autres chose qu'une simple « force de travail » ?

- La xénophobie, plus ancrée qu'on veut bien le dire dans les milieux populaires français. Il ne suffit pas de dire que la société française est de fait pluriculturelle. Encore faut-il qu'une majorité dans

mais incapable lui-même de s'organiser, de se concerter, de faire des propositions concrètes.

- Le bilan. L'héritage laissé par nos anciens gouvernants ne sera pas gommé d'un coup de baguette magique. La prise en charge du coût social de l'immigration nécessitera des crédits considérables qui ne seront pas dérogés en un an.

A l'extérieur :

- Les causes profondes de l'immigration liées à la situation des pays d'origine, demeurent. La nécessité d'un nouvel ordre économique et la mise en place d'une vraie politique Nord-Sud ne dépendent pas seulement du bon vouloir du gouvernement français. Sa politique des « petits pas » en la matière peut nous irriter, mais là encore il faudrait se poser la question de la vraie nature de ce gouvernement. Les français ont mis en place un gouvernement « réformiste ».

La France, membre de la Communauté Européenne, est qu'elle le veuille ou non liée à ses voisins. A moins de rompre. L'immigration a une dimension européenne que nous avons par trop négligée ou abordée par le petit bout. Dans une Europe incapable de s'organiser



REPERAGES / 2 / BOURGES VU PAR ... / ATELIER QUOTIDIEN / REN-  
CONTRES / TRAVAIL SUR LA MEMOIRE FUGACE / SUR L'IMAGINATION  
FIDELE / DIRE / ECOUTER / REECOUTER ET REPENDRE UN RECIT JU-  
GE TROP COURT OU TROP PEU FANTASQUE / Au fil des jours les  
rendez-vous se répercutent devant le magnétophone, les mots  
viennent, insatisfaisants à l'écoute, repris le lendemain,  
remodelés pour coller au plus près au désir de dire enrichis  
par une anecdote de la veille au soir ou un rêve de la nuit.  
La spirale des récits et des images, longtemps cachés dans  
l'esprit des enfants, ils s'y laissent balloter et  
la spirale a sa propre énergie, ils s'y laissent balloter et  
l'alimentent. Expérimentation de la lassitude de celui qui  
dit et redit et retravaille son récit pour n'arriver qu'à une  
forme approximative d'un vague souvenir ou d'une ambiance plei-  
ne comme un fruit au soleil. L'obstacle du mot de l'autre lan-  
gue, non apprise ou juste au détour d'une prière ou d'une con-  
versation entendue depuis la chambre, est franchi à plusieurs  
et la réussite, jugée au regard du questionnaire redonne cou-  
rage et l'envie de fouiller plus avant des images de cartes po-

# REPERAGES 2



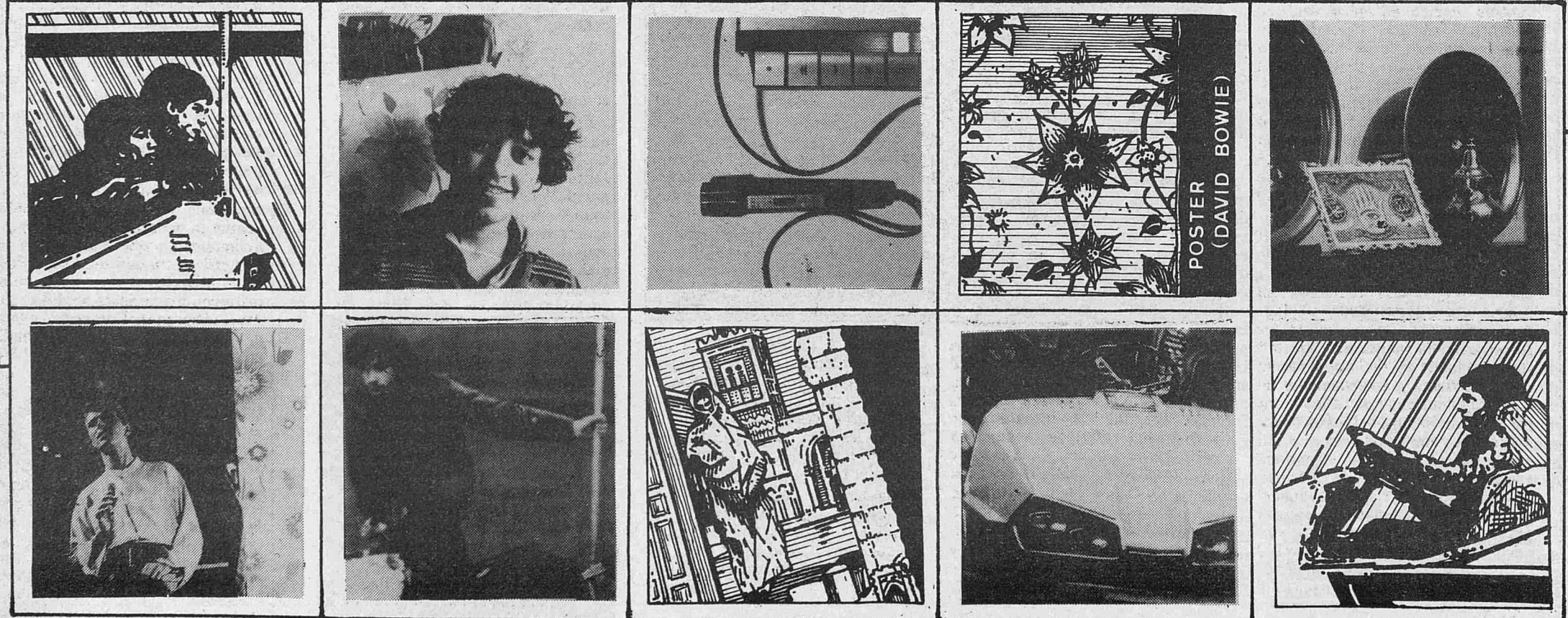
C'est une main et il y a des yeux dessus. Et une bouche, je crois, je n'sais plus. Oui il y a un oeil. Mon père a rapporté d'Algérie une espèce de boîte et dedans il y a un livre, un grand livre et il ne faut pas toucher.  
Leïla: Moi, vous savez, le grand collier qui porte bonheur, et bien avant, une fois mon père m'avait dit: "Vas chercher mes cigarettes dans la poche de ma veste." Moi, j'y vais et je vois un collier. Et vous savez, je croyais qu'il avait une femme et qu'il voulait lui donner ce collier. Alors après, je lui ai demandé: "Qu'est-ce que c'est ça?" Il m'a dit: "Oh! Ne touche pas! C'est un truc de Dieu". Après, j'ai demandé à ma mère. Elle a dit: "Oui, c'est un truc de Dieu, quand on fait la prière, on le met dans notre main. Ma mère ne la fait pas la prière."  
Mustapha: (le lendemain, il m'a apporté un chapelet et me le décrit): Ce collier, en Arabe, on l'appelle "Sbii" (prononciation approchée). Toutes les perles, là, qu'on voit, il y en a 99, et chaque perle, c'est un nom de Dieu, et la centième perle n'y est pas dedans, et seul le chameau du désert connaît le centième nom de Dieu.  
Leïla: Tous les étrangers, com-

me les marocains, les tunisiens, les algériens doivent y croire au Dieu.  
Fattoum: Oh! ça dépend, il y en a qui n'y croient pas.  
Leïla: Normalement, ma mère m'a dit qu'ils doivent y croire.  
Aziza: Un jour un bonhomme s'est fait tuer par un autre. Et puis en Algérie, ils prenaient leurs habits, ils prenaient leur veste et puis tout ça. Son oncle, à celui qui est mort, il lui a pris sa veste. La veste était pleine de sang; ils l'ont lavée et après le bonhomme l'a mise. Chaque fois ça faisait ça: le bonhomme, quand il la met, il est mort. A chaque fois ça faisait ça, et on ne savait pas pourquoi. Après, l'oncle de sa mère l'a prise et puis tout ça. Ça faisait à chaque coup comme ça. Un jour, un bonhomme l'a prise et il a dit: "C'est peut-être la veste qui porte malheur." Après, il l'a donnée à son fils. Son fils, le lendemain, il était mort. Alors, il a dit: "Oui, c'est la veste". Il l'a dit à sa femme que c'était la veste. Tous ces gens étaient morts à cause de la veste. Alors, la veste, ils l'ont jetée à l'eau. Un pauvre qui passait l'a ramassée. A ce qu'on disait, la veste, c'était la veste du diable. Le pauvre est mort aussi. Il avait été content de trouver la ves-



an TUNISIE  
de la Mosquée  
1981  
MELBOURNE  
Ali Ben Lokhadare  
Rue Gerard Philipe  
chez France

Leïla:.....  
Il faut enlever tous les meubles et puis après on met un grand tapis, grand et puis des coussins. Nous deux, Aziza, on était avec les femmes et puis on avait vu que les hommes allaient des fois dans la cuisine pour boire et toutes les deux, on y est allé pour chiper des gâteaux. Et puis sa mère l'a appelée, elle lui a dit: "Aziza, viens ici, j'ai oublié d'acheter de la gazouze. De la limonade, ils disent de la gazouze."  
Aziza: Oui! "rause" c'est du pain; "jaleb" c'est du lait.  
Leïla: Des fois, ma mère me dit: "Vas me chercher le jaleb". Mais on ne sait pas beaucoup parler nous.  
Aziza: Je comprends, mais je ne parle pas beaucoup.  
Leïla: Oui, moi aussi. Des fois vous savez ce que je me dis dans la tête? Je dis: "Tiens, Papa et Maman, ils parlent arabe". Alors moi, je les traduis en français, des fois. Mais ils mélangent: français-arabe, français-arabe. Quand il y a mes cousins et mes cousines à la maison, surtout.  
Aziza: Oui, des fois, ils disent: "Chouffe! tu fais ça et tu fais ça!". "Chouffe", ça veut dire "Regarde!". La moitié arabe, la moitié français.  
Leïla: J'ai ma tante et mon oncle. Ma tante, c'est une française et mon oncle un arabe.



CE/JPL



Voyage de Mitterrand en Afrique

# QUEL MESSAGE POUR LES AFRICAINS ?

**Le silence des socialistes à propos des droits de l'homme en Afrique inquiète la majorité des Africains. Le président Mitterrand abordera-t-il cette question épineuse ?**

Enfin, le président François Mitterrand se rend en Afrique noire. Une visite que les populations africaines accueilleront sans doute avec émotion, mais aussi avec des interrogations et une certaine amertume. Surtout qu'elle intervient douze mois après la victoire des forces de la gauche en France et après une série ininterrompue de périples qui ont conduit le président français aux quatre coins du monde : de l'Amérique au Japon, du Mexique en Algérie, d'Arabie Saoudite en Israël, etc.

Dans un continent où l'on attache une grande importance aux symboles, cette visite tardive, ne manquera pas de froisser quelques susceptibilités. Même si, parmi les milieux dirigeants du Parti Socialiste, on se plaît à insister sur le fait que le président Mitterrand a eu, à diverses reprises, l'occasion d'accueillir ses homologues africains à l'Élysée. Par ailleurs, font-ils également observer, ce n'est pas un pur hasard si le premier voyage de M. Mitterrand au sud du Sahara coïncide avec son premier anniversaire à l'Élysée. Quant au choix des pays (Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal), où le Président français effectuera du 19 au 25 mai sa visite, il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il risque de provoquer ici ou là quelque irritation.

L'arrivée d'un président socialiste et d'une majorité de gauche au pouvoir en France a suscité (et suscite toujours) en Afrique noire, l'inquiétude et l'espoir. Inquiétude pour toutes les forces qui, du Sahara au Cap, ont toujours bénéficié de l'appui résolu des précédents gouvernements de la V<sup>e</sup> république, lorsqu'elles n'ont pas été carrément portées et maintenues au pouvoir par eux. Ce qui est le cas, à quelques exceptions près, des Chefs d'Etat de l'Afrique dite francophone. Espoir, à l'inverse, pour les populations de ces pays, qui voyaient dans cette victoire l'amorce d'une ère nouvelle. Celle qui verrait enfin ôté la chapelle de plomb qui, presque partout

en Afrique — dans les ex-colonies françaises en particulier —, s'est abattue sur les libertés fondamentales, les droits les plus élémentaires de l'homme. Jamais ces peuples ne furent plus esclaves, les offenses plus cuisantes, les tares de leurs dirigeants aussi apparentes.

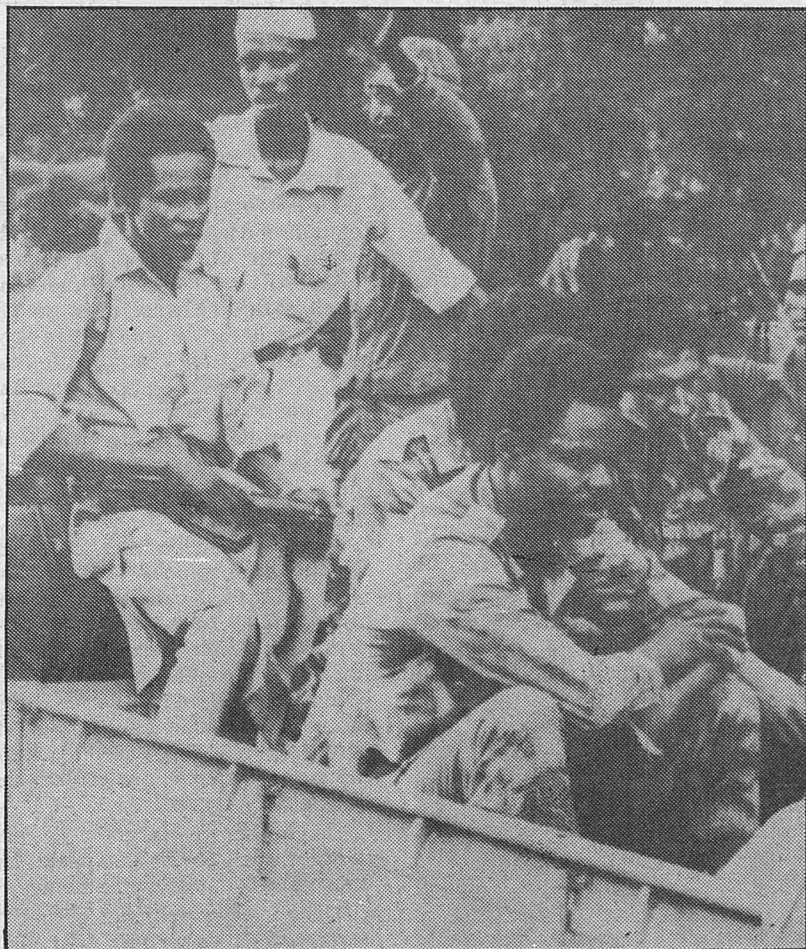
Certes, une année ne suffit pas pour faire le bilan d'une action appelée à s'étirer sur sept ans. Encore moins pour remodeler la physionomie des relations franco-africaines, écheveau complexe tissé par plusieurs décennies de domination coloniale, puis néo-coloniale et « d'amitiés » personnelles plus ou moins intéressées.

Toutefois, il est à constater qu'au cours de ses douze premiers mois à l'Élysée, M. Mitterrand s'est plutôt employé à rassurer ceux-là même que sa présence inquiète, que son parti clouait jadis au pilori et qui n'ont d'autre légitimité que celle qui leur fut accordée par les gouvernements français. Ainsi, tel chef d'Etat africain est qualifié d'ami par M. Mitterrand, alors que, de notoriété publique, il maintient en détention depuis sept ans, dans des conditions décriées par Amnesty International et par les

bien d'autres choses, a été chaleureusement accueilli à l'Élysée, plus que ne l'exigeait l'étiquette.

Tel autre, enfin, maintenu au pouvoir grâce à deux interventions en l'espace de deux ans des paras français, en dépit du pillage systématique des richesses de son pays dont il s'est rendu responsable, et qui font de lui aujourd'hui l'un des hommes les plus riches du monde, un chef d'Etat dont la cruauté n'a rien à envier à celles des dictateurs d'Amérique Latine, a eu le privilège de co-présider à Paris la dernière conférence franco-africaine.

Ces images d'une amitié que rien, avant le 10 Mai 1981, ne permettait d'envisager, prennent une singulière signification, au point de jeter le doute, parmi les populations africaines, sur l'évolution des rapports franco-africains avec la gauche française au pouvoir. D'autant que s'y ajoutent les silences sur les exactions journalièrement commises contre les droits de l'homme au Sud Sahara : militant progressiste



militants socialistes, des jeunes gens et jeunes filles dont le seul tort a été de distribuer des tracts. Tel autre, dont le pays a toujours servi de plaque tournante dans toutes les menées visant à destabiliser les régimes progressistes africains, et dont les liens avec le précédent pouvoir de la V<sup>e</sup> république ont maintes fois été dénoncés par la presse, à propos notamment de la manipulation frauduleuse des votes des Français de l'Étranger, et de

kidnappé à l'intérieur d'une ambassade française, sous le regard indifférent des diplomates ; arrestations d'étudiants et leur incorporation dans l'armée pour des motifs les plus futiles : disparition des détenus politiques au pays du timonier national, etc, etc.

Pendant ce temps, les communiqués du ministère des relations extérieures, dénoncent uniquement l'arbitraire dans les pays de l'Est et en Amérique latine. Quant au parti socialiste, les

africains ne lui sont redevables que du seul communiqué réclamant la libération des dirigeants de l'USFP, au Maroc. Et si par moment, il fait état de la guerre en Namibie, par contre, l'importation de l'uranium namibien condamnée par les Nations Unies, continue au même rythme que par le passé ; tandis que se développent les échanges commerciaux, techniques et financiers avec l'Afrique du Sud. En effet, grâce à la France socialiste, la centrale nucléaire de Koeberg a pu enfin disposer des 75 tonnes d'uranium enrichi qui lui faisaient défaut suite au boycott des pays industrialisés motivé par le refus des Sud-Africains d'adhérer au traité de non-prolifération. C'est dire à quel point les socialistes sont devenus amnésiques puisqu'ils ne se souviennent même plus de ce qu'ils écrivaient peu avant leur victoire : « Un gouvernement de gauche, était-il précisé dans un document interne du parti, doit prendre des mesures immédiates pour cesser de confronter le régime de Pretoria par ses rapports financiers et techniques ».

D'évidence, l'héritage africain légué par la droite constitue un lourd handicap pour la majorité actuelle. Au ministère de la coopération, comme au Secrétariat international du P.S., le personnel socialiste chargé de suivre et d'animer la nouvelle politique africaine de la France affirme aujourd'hui ne pas savoir par quel bout commencer. « Les problèmes que nous rencontrons sont tellement inextricables, font-ils remarquer les uns après les autres, que nous nous contentons, pour le moment, d'aborder les dossiers avec prudence ». Le seul changement, (si on ose l'appeler ainsi), prévu au programme consistera à étendre la compétence du ministère de la coopération et du développement à tous les pays du Tiers-Monde et à confier, au seul ministre des relations extérieures, la totalité des dossiers diplomatiques (ceux des pays d'Afrique dite francophone compris).

Force est donc de se demander, à quelques jours du voyage présidentiel en Afrique, quel message M. Mitterrand pourra transmettre aux populations africaines. Va-t-il cantonner ses propos comme lors de la conférence franco-africaine, aux seuls problèmes relatifs au dialogue Nord-Sud ? Va-t-il enfin aborder, en terre africaine, la question épineuse des droits de l'homme en Afrique ? Car nul n'est dupe ! Tant que les populations africaines n'auront pas le droit d'exercer un minimum de contrôle sur la marche des affaires publiques dans leurs pays respectifs, tant que toute critique sera synonyme d'arrestation, la gabegie, le pillage des deniers de l'Etat, la main-mise des firmes étrangères, avec toute la misère qu'ils engendrent, seront toujours en grande partie à l'origine des convulsions africaines.

Siaka Nonkal.



## Congrès du MRAP

Le M.R.A.P., Mouvement contre le Racisme et pour l'amitié des peuples, a clos son congrès dimanche 9 mai à Paris, en réaffirmant que la lutte contre le racisme restait prioritaire. Le M.R.A.P. a dans ce sens fait le bilan d'un an de régime socialiste. A propos de la législation sur l'immigration, l'abrogation du décret loi du 12 avril 1939, interdisant aux étrangers de se réunir en association, l'abrogation des circulaires Bonnet et Stoléro concernant les travailleurs et du décret Imbert destiné aux étudiants sont des acquis positifs même si par ailleurs le M.R.A.P. fait remarquer que la notion d'expulsion n'a pas disparu de la législation française et que même si cette loi a largement été amendée il n'en reste pas moins vrai que la notion de « menace grave pour l'ordre public », base de l'expulsion risque d'être la porte ouverte à de nouveaux abus. Quant au **refoulement aux frontières le mouvement a rappelé**, qu'il ne vise pas l'ensemble des voyageurs mais uniquement ceux en provenance du Tiers-Monde et qui viennent rendre visite à leur famille en France. Enfin, le M.R.A.P. a insisté sur le fait qu'il est favorable à la régularisation de tous les immigrés ayant déposé leurs dossiers ; il a rappelé que 40 000 d'entre eux vivent actuellement sous la menace d'expulsion. En effet la date limite fixée par le gouvernement, aux entrées en France (le 1er janvier 81) n'a pas permis aux travailleurs étrangers d'accomplir toutes les formalités demandées en temps voulu. Le MRAP a également réclamé la dissolution de tous les groupes fascistes légaux et le démantèlement des groupes terroristes clandestins. En outre le mouvement a émis le souhait de voir constituer une commission d'enquête parlementaire sur les agissements de l'extrême-droite et réouvrir toutes les enquêtes sur les crimes racistes. Monsieur Jean Laurain, ministre des anciens combattants, qui participait au congrès, commentant l'attentat contre la mosquée de Romans, a indiqué que « cette destruction est une gifle et un défi de plus ». Pour le MRAP, de nouvelles provocations racistes sont à craindre, l'attentat de Romans, le climat de haine qu'il a dévoilé et l'incendie aux origines douteuses d'un hôtel hébergeant des travailleurs immigrés dans le 18<sup>e</sup> confirme ses craintes. Le MRAP qui estime que le changement en France sera « anti-raciste ou ne sera pas », s'est dit également préoccupé par le droit au logement, à l'éducation et à la santé, à la condition « des gens du voyage », des tziganes et des réfugiés du sud-est asiatique, qui forment actuellement des communautés que l'on a trop tendance à oublier.

Fatima Belhadi



bilan

Dès le 10 mai, F. Mitterrand déclarait qu'à compter de ce jour, la France parlerait aux peuples du tiers-monde un langage qu'ils aimeraient entendre. C'est en Afrique où la France a bâti l'essentiel de son empire colonial qu'on attendait cette nouvelle France à l'épreuve.

Depuis, un an s'est écoulé. Une conférence franco-africaine a eu lieu, des chefs d'état ont défilé à Paris. Et Mitterrand fera bientôt son premier voyage officiel en Afrique. Et jusque là, on a peine à discerner des changements de fond dans la politique française à l'égard de l'Afrique francophone. A cette réalité, les nouveaux dirigeants français répondent « qu'on ne peut tout changer en si peu de temps »

Pour Pathe Diagne (\*) cela n'est pas aussi simple. La France de par son histoire a tissé des liens économiques interdépendants avec l'Afrique francophone et un gouvernement français, quelque soit sa couleur politique, est obligé d'en tenir compte. ET sauf à remettre totalement en cause la politique néo-coloniale de la France en Afrique, les socialistes ne peuvent que conserver ou tout au plus aménager et rendre plus présentables des rapports économiques donc politiques de domination et de pillage. Et rien n'indique que la gauche française ait la volonté politique d'aller jusque là. S.F.

\* Editeur et essayiste africain, Pathe Diagne a écrit plusieurs ouvrages dont « Pouvoir Politique en Afrique » et « Pour l'unité Ouest africaine ».

# MITTERRAND, LA GAUCHE ET L'AFRIQUE

Si généreuses qu'aient été les propositions faites à la conférence des Pays moins avancés (P.M.A.) et les positions prises à Mexico-City ou à Cancun, elles auront moins retenu l'attention que le récent sommet franco-africain. C'est là qu'en fait l'Afrique attendait Mitterrand, chef d'Etat socialiste.

La gauche française nous a habitués au verbe facile contre les impérialismes, les super-puissances ou les hégémonismes autres. Que ses propres constructions puissent être retournées contre elle-même, cela lui a toujours échappé. Elle a toujours eu une politique colonialiste. Sur ce plan, elle a été souvent même plus bornée et chauvine que la droite. Il y a tout un monde entre la vision cynique, mais audacieuse et intelligente de de Gaulle et la politique petite bourgeoise et mesquine de L. Blum, de R. Pleven ou de Guy Mollet. Cela, les colonisés de l'Empire Français le savent d'expérience.

C'est pour cette raison que le sommet franco-africain, ramené de Kinshasa à Paris, avait son importance après le 10 mai 1981. Une fois estompée la sympathie naturelle et l'euphorie instinctive des colonisés et de leurs alliés naturels de gauche, il était bon d'interroger l'avenir. En s'inquiétant non pas tant de ce qui allait être fait, du et dans le néo-empire mis en place par de Gaulle et ses successeurs immédiats, que du scénario qu'adopterait la gauche évincée du pouvoir depuis plus de vingt ans.

On connaît le contexte mondial. Il n'y est pas facile de renverser un ordre antique, de vieilles habitudes, encore moins des équilibres plus ou moins incertains et précaires. On connaît la tradition politique des hommes et des partis qui accèdent au pouvoir en 1981. Cette classe politique a géré la France après l'éviction de Ch. de Gaulle en 1946.

L'alliance tripartite entre la SFIO et Guy Mollet, G. Defferre, le PCF de M. Thorez-G. Marchais et le RPD de R. Pleven allié, en 1950 à l'USDR de F. Mitterrand, a initié les guerres coloniales. Celles-là même qui ont ramené, avec de Gaulle, cette droite cynique, mais moderne, pour ne pas dire lucide et intelligente, actuellement dans l'opposition avec V.G. d'Estaing, J. Chirac et le Général Bigeard.

L'équilibre économique et social de la France dépend à court terme de ses dominations en Afrique Noire. Sans elles, la compétitivité vitale de l'appareil de production et de distribution des revenus serait grippée. Le « franc » serait ébranlé et l'équilibre social intérieur français, aux prises avec l'inflation et le chômage, bouleversé.\*

Dans l'économie mondiale, la France n'est ni l'Allemagne Fédérale, ni le Japon, encore moins les Etats-Unis ou le Canada. Mitterrand et son équipe connaissent bien les rouages du pouvoir. Ils

« géomonisme », pour oser un néologisme idéologiquement neutre. Il a besoin d'un espace intérieur et extérieur d'équilibre. Sur ce plan, l'économie française se ressent encore de son histoire impériale. La France coloniale n'a pas construit, à l'instar de la Grande Bretagne, une économie planétaire, compétitive, qui l'émancipe facilement, de la nécessité d'aménager par la force et les liens protectionnistes, des

marchés, un espace néo-colonial d'équilibre. Des principaux pays capitalistes - USA, Canada, Allemagne Fédérale, Japon - la France traîne encore de nos jours l'économie la moins forte globalement sur le marché mondial. Mise à part l'industrie aéronautique, elle est la moins compétitive dans les relations entre pays industriels. Elle est la seule qui soit encore très fortement dépendante de l'emprise organique exercée sur des « colonies » et du commerce des armements.

## «La vocation africaine et Tiers-Mondiste» ...

saisissent parfaitement les contraintes actuelles. Celles-ci font de la France une puissance qui a encore besoin de liens organiques et de chasses gardées dans le Tiers-Monde et, singulièrement, en Afrique Noire. Pour un pouvoir socialiste, un néo-impérialisme a évidemment besoin, pour se légitimer, d'un discours généreux et beau. Il en a bien fallu un à de Gaulle autant qu'à ses héritiers.

L'Etat-nation, capitaliste ou collectiviste, américain ou soviétique, français ou allemand, impliqué dans l'économie mondiale de marché est condamné au

Les chiffres et une brève analyse du système économique français montre que, délesté sans transition du néo-empire africain, son équilibre fragile volerait en éclats d'un jour à l'autre. L'appareil productif, commercial et même industriel de la France n'est pas encore - malgré des énormes progrès depuis de Gaulle -, à la hauteur de ses concurrents. L'appoint africain à ses marchés industriels, énergétiques et de matières premières ainsi qu'aux débouchés de ses capitaux et la santé de sa monnaie est vital.

Dans la bouche des gaullistes, comme de la gauche, l'affirmation, à tout propos, de la « vocation africaine ou tiers-mondiste » de la France a le même sens en dernière instance. Pas plus que de Gaulle ou Chirac, Mitterrand ne peut décoloniser facilement un empire sur lequel est encore bâti l'équilibre social, politique et géo-économique de l'Etat qu'il gère.

Se hâter de larguer le néo-empire, c'est courir à sa perte. Les chiffres parlent ici d'eux-mêmes.

Dans l'ordre mondial actuel, le commerce extérieur est le baromètre des puissances économiques les plus avancées. Sans matières premières, sans énergie, les appareils industriels cesseraient de fonctionner. Les pays richement dotés comme les Etats-Unis et le Canada sont relativement moins dépendants du marché mondial que les autres. Or ces deux pays dominaient encore le marché dans les années 70 par leurs exportations et leurs investissements directs, dirigés d'ailleurs à 60 % pour l'Amérique du Nord vers les pays industriels

contre 16 % pour le Royaume Uni, 4,1 % pour la France, l'Allemagne fédérale ou le Japon. Les puissances faiblement ou moyennement dotées en matières premières et en énergie compensent leurs manques par une intervention intense sur le marché mondial, où elles entrent en vive compétition entre elles et avec les pays socialistes.

La France n'est pas une puissance économique riche en matières premières et relativement peu dépendante du marché mondial comme les USA, le Canada ou même l'URSS. Elle n'est pas, à l'instar de la Grande Bretagne ou de la Suisse une place financière, siège de multinationales. Elle n'a pas l'envergure compétitive de l'Allemagne ou du Japon, enrichis par un commerce extérieur de premier plan. La France est une grande exportatrice de produits agricoles et d'armements. Avec 11 % du marché contre 47 % aux USA et 27 % à l'URSS; elle arrive au troisième rang dans une industrie de guerre où l'Allemagne et le Japon, battus en 1945, marquent encore du retard. Le Royaume-Uni, le Japon et l'Allemagne fédérale sont aujourd'hui, les puissances économiques mondiales les plus compétitives, à côté des Etats-Unis et du Canada, en dépit de leur dépendance dans l'approvisionnement et l'exploitation du Tiers-Monde. Sous ce rapport, l'économie française reste à la traîne et ne trouve de fait son équilibre que grâce à un néo-empire africain. A cet égard, la comparaison des économies allemande et française est très révélatrice.]

La République Fédérale d'Allemagne est non seulement la première puissance économique d'Europe occidentale, elle continue, au plus fort de la crise, à donner des signes de richesse et d'efficacité. Avec un haut niveau technologique, elle a un revenu par tête de 11.730 dollars, ce qui la place, en 1979, à la tête des pays de la CEE, après le Luxembourg. Elle dépasse les Etats-Unis sur ce point. Deuxième exportateur avec 10 % du marché, sa production de biens matériels représente 48 % de son PNB, lequel est consacré au taux de 30 % à l'échange international. L'Allemagne de l'Ouest y emploie 44,9 % de sa population contre 31,4 % aux Etats-Unis et 39 % en France.

Sur un territoire inférieur de moitié à celui de la France (248.000 Km<sup>2</sup>) et à peu près égal à la Sénégal-Gambie, 25 millions d'Allemands (sur 61,3 millions) ont produit, en 1979, l'équivalent de 719,6 milliards de biens et services. La France, la même année, a produit 531 Milliards avec 21,7 millions de travailleurs et une population de 53,4 millions d'habitants. Depuis 1952, la balance commerciale allemande est excédentaire. L'excédent était de 22 milliards de DM en 1979. La valeur globale de ses échanges commerciaux est passée en monnaie courante de



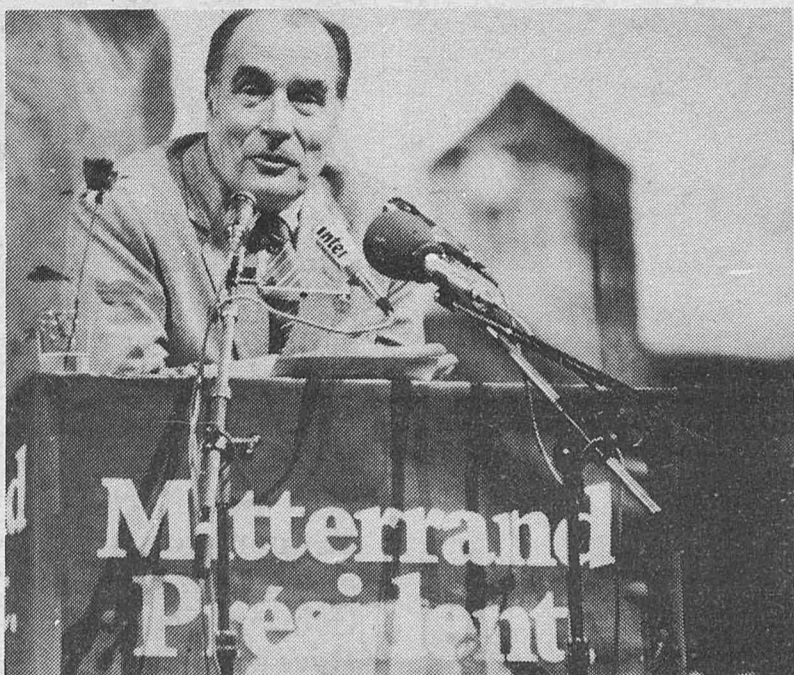


**L'arrivée de François Mitterrand au gouvernement de la France a sans doute produit une vague d'espoirs : les peuples en lutte contre des dictatures solidement épaulées par les Etats-Unis pouvaient-ils enfin pouvoir compter sur un allié sûr qui ne se ferait pas « payer » en cette monnaie trop courante qui est la perte de toute autonomie politique et idéologique ? Un an après les latino-américains estiment que - malgré quelques errements - la politique de la France a beaucoup changé et dans un sens « globalement positif ».**

C'est à partir de 1978 que l'Internationale Socialiste a commencé à faire de l'Amérique Latine un terrain privilégié. Sur place, les gouvernements mexicain et vénézuélien constituent des bases solides d'appui puisqu'ils sont gouvernés par des partis appartenant à l'Internationale. Bientôt la République Dominicaine rejoindra le groupe après l'élection d'un social-démocrate élection que la droite et les Etats-Unis

*Amérique Latine:*

## «GLOBALEMENT POSITIF» MALGRE DES ERREMENTS...



avaient essayé de boycotter.

Ce qui provoqua une action très énergique de celui qui était à l'époque le premier secrétaire du PS français. Mais sans doute l'action la plus éclatante fut le

soutien apporté à la Révolution Nicaraguayenne qui trouve dans les socialistes un allié puissant. D'ailleurs, le Front Sandiniste siège depuis lors à l'Internationale en tant qu'observateur.

Rien d'étonnant que le 10 mai ait soulevé des espoirs du Mexique au Chili. Le 21 mai, la présence de la veuve du président Allende aux côtés du nouveau président français, ne fit que confirmer la volonté des socialistes d'être présents dans un continent dont jusqu'à présent, on ne voyait comme des amis intéressants que le Mexique et le Venezuela, riches en pétrole et le Brésil, partenaire commercial intéressant.

Il ne faudrait pas penser pour autant que les intérêts économiques de la France ont été écartés des définitions de politique envers l'Amérique Latine. C'est ainsi que lors de son premier voyage dans ce continent, au cours de Conférence Nord-Sud réalisée à Cancun, François Mitterrand exprimait sa conviction qu'une nouvelle politique, de rapports Nord-Sud plus équitables, était non seulement une affaire de solidarité mais aussi le meilleur moyen d'assurer des marchés sûrs aux produits français. Et c'est bien par ce côté « réaliste » que ce sont produits les quelques points noirs de la politique française dans ce continent : prenons l'exemple

des ventes d'armes à l'Argentine dont la suspension n'a été annoncée qu'après le début de la guerre des Malouines. D'ailleurs ce même conflit montre à quel point les engagements français avec ses partenaires européens l'amènent à se rallier à une Grande Bretagne qui fait tout pour compliquer les possibilités de coopération de la CEE avec l'Amérique Latine qui elle redécouvre le nationalisme

Ce nationalisme qui amène les pays latino-américains à crier à la « trahison des Etats-Unis » rendra certainement plus infructueuses les tentatives de conciliations faites par la France auprès du gouvernement américain pour tenter de chercher une solution négociée avec la crise d'Amérique Centrale. Ayant pris partie pour le FDR au nom de la solidarité avec « les combattants de la liberté », il sera très difficile à la France de ne pas devenir de plus en plus concurrent des USA. Ou, plus exactement, d'en assumer les conséquences. D'abord, le gouvernement américain n'accepte pas la thèse de la « guerre juste » qui mèneraient les combattants du FLN mais il n'y voit que la main de l'expansionnisme soviétique. La nouvelle de la prochaine visite de Léonid Brejnev au Nicaragua ne fera que renforcer cette position. Par ailleurs, l'amélioration des rapports franco-cubains est évidente : en moins d'un an la France est devenue le principal partenaire des Cubains au sein de la CEE. La récente visite à Paris de Carlos Rafael Rodriguez, l'une des figures les plus importantes du régime cubain, qualifiée de part et d'autre de grand succès, ne fait que confirmer la tendance. Inutile de souligner l'importance de ce rapprochement quand on pense aux conflits qui ont opposé les cubains et les français en Afrique. Inutile de souligner d'ailleurs que ceci ne plaira guère à Washington. La question qui se pose donc est de savoir jusqu'où la France sera disposée à « tirer la corde » et marcher sur les plate-bandes de Reagan. La visite prochaine du président américain à Paris sera sans doute l'occasion d'avoir un bout de réponse.

Si beaucoup de révolutionnaires Latino-américains regardent vers la France d'aujourd'hui c'est aussi par des raisons idéologiques. Dans un continent où la gauche a souvent fonctionné à coup de modèles importés, l'avenir semble ouvert seulement à ceux qui seront capables de séparer à jamais le socialisme de toute idée de dictature ou de gouvernement autoritaire dont les latino-américains n'en savent que trop. « L'esprit » du projet socialiste français attire dans la même mesure où il semble ouvrir la route à une « troisième voie » dont une des caractéristiques essentielles est de permettre à chaque mouvement révolutionnaire de garder véritablement son autonomie idéologique et politique tout en l'assurant d'une solidarité sans faille.

A ce niveau l'heure du bilan n'a pas encore sonné mais les espoirs subsistent.

Diego Santos

### MITTERRAND

19,7 millions de DM en 1950, à 606,4 milliards de DM en 1979. A la fin de 1980, ses réserves monétaires totales s'élevaient à 39 milliards de DTS contre 24,3 milliards à la France. La balance commerciale de la France, généralement déficitaire, oscille autour d'un taux de couverture de 92 à 94 % et d'un déficit de 23,8 à 37,8 milliards de FF, entre 1978 et 1979.

De fait, la France a une dotation en ressources pour le moins aussi considérable que l'Allemagne et autrement plus riche que celle du Japon, troisième puissance économique, après les Etats-Unis et l'URSS. Elle aura surtout pris du retard à cause « des facilités » que lui procure encore, partie d'un immense empire plus mal exploité que mis en valeur.

Le produit intérieur français estimé à 117.000 milliards de francs CFA est vingt fois supérieur à l'ensemble des PNB (15.000 milliards de francs CFA) des 17 Etats africains sub-sahariens, malgache, comorien, peuplé d'environ 90 millions d'âmes, dont la France contrôle l'économie. Il n'en reste moins que ces Etats lui sont d'un apport essentiel.

En 1980, le commerce extérieur français est déficitaire avec tous les pays industriels (CEE, OCDE, USA, Japon, Canada). Il l'est avec l'OPEP. Il n'est largement excédentaire qu'avec l'Afrique entre 13 et 16 milliards par an selon les secteurs. Les postes où le commerce extérieur français est excédentaire de manière significative concernent pourtant les produits industriels. Il s'agit

pour les données de 1979 des industries de biens d'équipements professionnels (20,8 milliards), de mécanique et de machines (+ 8,9 milliards), d'électronique (+ 5,4 milliards), automobiles (+ 8,5 milliards).

Cet excédent est réalisé de fait par une industrie de guerre qui exporte 41 % de sa production et surtout à partir des marchés industriels d'Afrique, principalement et du reste du Tiers-Monde. Si donc les sources d'approvisionnement et les marchés africains de la zone franc, contrôlés par l'entreprise et le système monétaire du C.F.A. échappaient à l'industrie française en crise, c'est toute l'économie qui s'effondrerait.

On estime que l'intérêt français contrôle 50 % du PIB des Etats Africains, 80 % de l'épargne mobilisable, soit respectivement 7.000 milliards de francs CFA et 3.200 milliards. Il a la main sur 45 à 80 % de leur commerce extérieur (largement sous-estimés par le pricing), soit un débouché de 3.000 milliards de F CFA environ. Les sous-systèmes monétaires du franc sont édités sur des parités surévaluées, des systèmes déflationnistes de crédit, une orientation de la demande sur la France et un contrôle des devises par celle-ci. Le solde de la balance commerciale et des paiements de la France tient surtout ainsi en équilibre relatif grâce à l'ensemble d'une construction néo-impériale, simplement réajustée après les indépendances. Le solde réel des balances commerciales et des paiements des sous-zones monétaires du franc (BCEAO, BEAC, etc) joue un rôle important à ce niveau.

En 1979, la balance commerciale du Gabon, exportatrice de quantités mal connues d'uranium, de pétrole et de minerai, avec un excédent théorique de 200 milliards et un taux de couverture de 333 % épongeait à lui seul 20 % du déficit

de la balance commerciale française, estimée à 1.150 milliards. La France qui ne couvre, au plus, que 15 % des ses besoins énergétiques, ne peut tourner le dos au nucléaire, en dépit des promesses électoralistes faites aux écologistes. L'énergie occupe 50 % du poste des ses importations. L'uranium du nucléaire vient du Gabon et du Niger. En 1985, le nucléaire interviendra pour 57 % de la production énergétique française.

Sans ses liens organiques et son emprise directe sur son empire africain, la balance commerciale et de paiements de la France, sa politique énergétique et nucléaire, son marché industriel et de l'emploi voleraient eux-aussi en éclats. « La vocation africaine de la France », chère à Jacques Chirac, cache en fait derrière un euphémisme une solide réalité. Cette vocation n'a, du reste, pas entraîné plus

de technologies de pointe et d'armements, d'autre part, pour ses priorités géo-politiques en Afrique. Il avait compris la nécessité, pour la survie de la France, d'édifier un appareil économique et technologique, qui permette à son pays de devenir une puissance compétitive à la japonaise ou à l'allemande. Ce qui devait le conduire à rompre avec un hégémonisme, incertain à terme, simplement territorial et anachronique face aux nationalismes des colonies.

Les progrès accomplis sur ce plan depuis 20 ans ont certes rapproché la France des autres puissances économiques mondiales. Mais de Gaulle comme ses successeurs ont à dessein préservé en Afrique des positions stratégiques lestées de forces d'intervention en occupant sur place des pays donnés, choisis selon des priorités :

### ...Derrière un euphémisme une solide réalité...

d'obligations pour la France que les autres pays européens. Les pays nordiques consacrent 0,7 % de leur PNB aux pays du Tiers-Monde. L'Allemagne fédérale intervient en matière de transfert de ressources vers ces mêmes pays pour un volume identique à celui de la France, son partenaire de la CEE, avec 3,512 milliards de dollars, soit 0,43 % de son PNB. Il y a 40 % de prêt et 40 % « d'assistance technique » dans cette somme. Les transferts publics français vers les PVD portent sur 3,37 milliards de dollars et ils concernent les DOM-TOM pour une large part (1)

De Gaulle avait très bien compris la dépendance de l'appareil économique par rapport au système colonial. D'où ses choix stratégiques d'une part pour le nucléaire ou les industries expor-

le Sénégal pour son rôle géopolitique, la Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure le Cameroun, pour leur rôle géo-économique, le Gabon pour la force de frappe et la stratégie de dissuasion. Ces choix faits par de Gaulle dans les années soixante continuent en gros à s'imposer dans le subconscient des classes politiques françaises. En passant du rôle de simples chefs de file à celui d'hommes d'Etat, les leaders de la droite ou de la gauche doivent, au moins à court terme, prendre en compte un fait : la France est un Etat-Nation géomontiste dont l'équilibre social intérieur, la position sur le marché et dans le monde, demeure encore tributaire d'un système néo-impérial et coopératif. Ce système, on ne le met pas en cause à court terme, sans risques.

A suivre La semaine prochaine.



bilan

## « Dom-Tom »

Lorsque, le 21 mai 1982, M. Emmanuelli prend possession du Secrétariat d'Etat aux « DOM-TOM » de la rue Oudinot, l'héritage est lourd, lourd de trois siècles de colonisation que les variantes de statuts politiques n'ont pu alléger.



# QUOI DE NEUF ?

Il ne peut ignorer l'étendue du gachis économique qui règne dans ses « DOM-TOM », pays transformés en plaque occidentale de consommation, où le secteur primaire dépérit à vue d'œil en face d'un tertiaire qui enfle, enfle démesurément et d'un secondaire presque inexistant, où les libertés les plus élémentaires sont bafouées sans honte, où l'assistanat social et l'aliénation culturelle sont les pains quotidiens de ces peuples transformés en mendiants, en déportés, mais encore en révoltés conscients ou inconscients, et aussi en « nègres-béni-oui-oui ». Tant pis, Emmanuelli hérite !

C'est l'attente du changement tant prôné, l'espoir pour certains partis de gauche ayant appelé à soutenir Mitterrand. Mais c'est aussi la peur, la peur hystérique chez les assimilationnistes de droite d'un possible largage du gouvernement socialiste français.

Aussi, Emmanuelli, représentant et défenseur des intérêts français ne parla plus d'autodétermination pour ses « DOM-TOM », de statut spécifique qui leur serait accordé, mais d'un possible arrangement vers une décentralisation. De ce fait, il annonçait les couleurs : celles de la France ! Le gouvernement confortait ainsi la position du courant abstentionniste patriotique sur les véritables desseins du Parti Socialiste concernant leurs « DOM-TOM ». Il n'eut pas trop de mal à reléguer aux oubliettes le projet d'un nouveau statut. Aimé Césaire, le leader du Parti Progressiste Martiniquais, proposait quelques mois après la victoire de Mitterrand un moratoire sur la question du statut de la Martinique. La droite, elle, renforçait sa campagne pour le maintien des « DOM-TOM » dans le cadre des institutions françaises. C'est dans ce climat que la proposition du secrétaire d'Etat Emmanuelli de proroger d'un an le mandat des conseillers généraux des « DOM-TOM », soutenue par les partis électoralistes de gauche fut rejetée par le conseil des ministres du mercredi 13 janvier 1982. Déçus, les partis assimilationnistes de gauche s'essouffèrent, oubliant même les

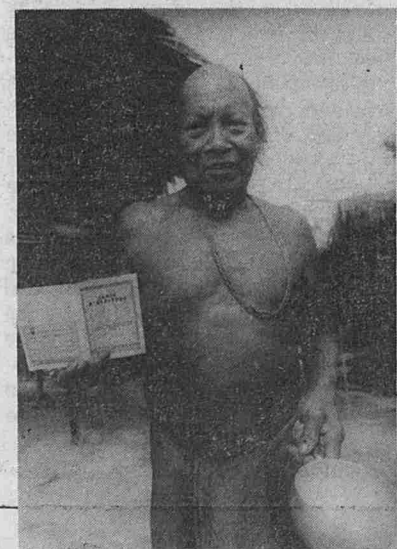
revendications corporatistes du monde du travail, qui ont leurs priorités, et se lançaient dans la bataille électorale des cantonales de mars 1982, pour la constitution d'une assemblée régionale jouissant de pouvoirs plus étendus qui remplace le conseil général, dans la majorité des « DOM-TOM » un président de gauche est élu ; mais cette mesure n'est pas spécifique puisqu'elle s'applique à tout le territoire français.

Sur le plan social, le gouvernement s'est fait fort de respecter ses engagements en élargissant le bénéfice des mesures sociales aux « DOM-TOM », situation nouvelle auxquels les « DOM-TOM » n'étaient pas habitués, mais qui incontestablement renforce le caractère d'assistanat qui sévit dans ces pays et contribue à augmenter la consommation sans toucher à la production.

En Guadeloupe, les luttes sociales se durcissent et en Février l'assassinat d'un gros propriétaire terrien donne lieu à une vague de répression contre les responsables de l'Union des Travailleurs Agricoles.

En Martinique les revendications salariales sont au premier plan ainsi que la diminution du temps de travail.

Un flot d'assainissement s'abat sur les « DOM-TOM » avec l'arrestation pour fraude fiscale et détournement de fonds de nombreuses personnalités. L'information télévisée, à travers



l'unique chaîne FR3 connaît des remaniements sensibles. Le chômage continue de frapper près de 45 % de la population des « DOM-TOM », le travail étant une denrée rare. Aussi le gouvernement vers la mi-janvier crée une commission de réflexion au sein du ministère du plan pour tenter de trouver une solution d'investissements productifs à moyen et long terme dont le secteur public en serait le moteur.

Au niveau du commerce extérieur, c'est toujours la même situation d'échanges exclusifs régie par la France dans le cadre du Traité de Rome et des accords de Lomé qui prévaut, refusant toute commercialisation avec la Caraïbe.

De toute façon, sans remanier les structures économiques, pour axer le développement économique vers la production, sans apporter des changements profonds au système constitutionnel et institutionnel des « DOM-TOM », la situation économique, politique ressemblera étrangement à celle des anciens régimes. Les tentatives pour colmater certaines brèches appliquées à leur « DOM-TOM » plairont à certains mais ne pourront être que passagères, que superficielles. Car ces peuples sauront prendre en main leur destin.

En fait ce qui caractérise le gouvernement socialiste c'est son manque de programme précis, clair cohérent dans sa propre logique, en bref son manque de programme tout court.

Ces hésitations, ces tergiversations qui émanent du gouvernement de gauche, sur la question essentielle des colonies, même dénommées « DOM-TOM », reflètent les contradictions inhérentes d'une idéologie générale de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste. Bien sûr, certains se plaisent à dire que ce sont les conséquences de l'état de grâce et qu'il faudrait encore attendre, mais l'histoire est parfois impatiente et par exemple ce 22 Mai 1848 à la Martinique, date de la Révolution anti-esclavagiste est là, pour nous et surtout pour vous le rappeler et il y en a encore bien d'autres.

A. Bravo

## Mal Développement

# LA FRANCE ET LE TERS-MONDE

Un des premiers changements réalisés par le gouvernement socialiste à son arrivée au pouvoir fut un changement de sigle : Le « Ministère de la Coopération » est devenu celui « de la Coopération et du Développement ».

Cela signifie que nous passons d'un ministère chargé de relations bilatérales avec 26 pays d'Afrique noire francophone (ex-colonies françaises, mais ni le Maghreb, ni l'Asie du Sud-Est) à un ministère qui souhaite élaborer et mettre en place un projet politique global, explique M.H. Rouillé d'Orfeuil du Cabinet de M.J.P. Cot. Car, pour le gouvernement socialiste, « la composante Nord-Sud est une composante essentielle de la politique extérieure ».

Cela s'est traduit par des prises de position résolument tiers-mondistes de la part de la France sur le plan international. Ce fut le cas notamment lors de la Conférence sur les Pays les Moins Avancés (PMA) en septembre 81 au Mexique, où la France s'est posée comme le chef de file occidental des défenseurs du Tiers-Monde.

Dans une brochure distribuée à la Conférence des chefs d'état franco-africains à Paris en novembre 1981, le gouvernement français définit les « cinq préoccupations essentielles » de sa « nouvelle politique de développement » : « donner la priorité à un réel développement des pays partenaires » en privilégiant des formes de développements endogènes ou auto-cenrés ;

- « élargir le secteur géographique des interventions françaises en matière de développement », sans abandonner la priorité accordée à « la sphère où l'héritage de l'histoire lui a donné une forte présence » (traduisez par « Afrique francophone » et « Océan indien ») ;

- « renforcement de la politique de la Communauté économique européenne (CEE) d'aide au développement » ;

- « adapter la coopération culturelle (...) aux véritables besoins économiques et sociaux » ;

- « populariser l'action de la France en faveur du développement, afin de faire en sorte qu'elle cesse d'être une affaire de spécialistes » (notamment en favorisant l'action des

Organisations non-gouvernementales, ou ONG).

Il est certain que le gouvernement de M.F. Mitterrand semble avoir tenu certains engagements, surtout au niveau des grandes instances internationales. Au sein du Fonds Monétaire International (FMI), la France s'est opposée à la vision reaganienne du financement du développement (baisse de l'aide publique au profit des capitaux privés). A l'ONU, elle a ardemment défendu l'ouverture immédiate et sans conditions préalables des fameuses « négociations globales » en vue d'établir le non moins fameux « Nouvel Ordre Economique International » (NOEI). D'une manière générale, elle y a soutenu les diverses revendications des Pays en voie de développement : souveraineté sur les ressources naturelles, réformes des institutions monétaires internationales, ratification des accords sur les produits de base, création d'une filiale énergie au sein de la Banque Mondiale, etc. Des engagements précis ont été pris en matière d'aide publique (voir SANS Frontière n° 32 à 34).

« Tout cela est fort satisfaisant », me direz-vous alors ! Certes, mais, malheureusement nul n'est parfait, et il existe souvent des décalages entre le discours et la pratique. Il existe aussi des nuances au niveau du discours qui peuvent dégénérer en contradictions au niveau de la pratique. Je m'explique.

Le discours gouvernemental français sur le Tiers-Monde a toujours clairement souligné, même si cela n'a pas toujours été relevé par « les observateurs », que l'action de la France en faveur des PVD ne relevait pas de la philanthropie seule. Aussi bien le président de la République que son ministre de la Coopération et du Développement ont maintes fois réaffirmé qu'ils tenaient compte des revendications des PVD ; mais aussi de « l'ensemble des soucis des pays industrialisés : emploi et sécurité des approvisionnements en matières premières en particulier ». Le « Nord » et le « Sud » sont embarqués dans la même galère, et les pays industrialisés n'ont un avenir qu'à travers la survie des pays du Tiers-Monde ; d'où les phrases du type « aider les pays pauvres, relève de « l'intérêt bien compris des pays industrialisés », c'est « non seulement une obligation morale, mais aussi, tous comptes faits, une nécessité économique pour l'Occident » etc.

C'est au nom de ce principe que la France a été amenée à adopter concrètement des positions qui vont à l'encontre de ces déclarations de principes. Je citerai deux exemples. D'abord celui de l'accord multifibres (AMF). Cet accord avait à l'origine pour objectif entre autres, de permettre une meilleure insertion des PVD dans



bilan



François Mitterrand assistant à une cérémonie d'inauguration du port d'Abidjan.

## LA FRANCE...

le commerce mondial des textiles (voir « Mal-développement », Sans Frontière n° 45). Or, lors des négociations pour son renouvellement, on a constaté que la France était un des pays adoptant les positions les plus dures vis-à-vis des exportateurs. L'explication est simple : la France possède elle-même une industrie textile (mal en point, il est vrai) à protéger. Autre exemple : le « fond commun pour la stabilisation des cours des matières premières » que la France n'a pas ratifié alors qu'il figurait au programme de la Conférence de Paris sur les PMA! (voir *Mal Développement*, Sans Frontière n° 58).



Cette logique du respect des intérêts nationaux, alliée à celle du respect des contrats signés par le régime précédent (« La signature de la France est sacrée ! »), permet beaucoup de continuité avec un minimum de changement. Témoin le cas d'un des plus beaux fleurons de l'économie française : l'industrie de l'armement. La France est le 3<sup>e</sup> exportateur mondial d'armements, 75 % des exportations militaires vont dans le Tiers-Monde, le monde dépense actuellement un million de dollars par minute en armes : où est l'intérêt des populations du Tiers-Monde dant tout cela ? Seulement voilà, quelques 200 000 mille personnes travaillent dans cette industrie en France, et comme l'a déclaré le Ministre du Commerce extérieur, « tout contrat est bon pour le commerce extérieur français ». Les rapports avec la République sud-africaine (RSA) nous apportent un parfait exemple de changements qui ne changent pas grand-chose. Le gouvernement français a mis l'embargo sur les ventes d'armes à destination de ce pays, mais n'a nullement remis en cause les contrats de fabrication

d'armes sous licence française là-bas ; il était favorable aux sanctions économiques contre la RSA, mais le commerce extérieur avec elle n'a jamais été aussi florissant (voir « Mal-développement », Sans Frontière n° 54) ; des entreprises françaises continuent de coopérer avec la RSA dans le domaine nucléaire (voir « Mal développement », Sans Frontière n° 59). Relations culturelles et sportives se portent bien aussi, merci ! Bavures ou adaptation d'une conception des rapports Nord-Sud qui doit s'affiner au contact des réalités et de la pratique du pouvoir (Sans vouloir l'avouer ?). Il y a Sans-doute un peu de tout cela.

Le gouvernement français a eu le mérite de comprendre que le développement ne se conçoit pas qu'en termes économiques : « si l'échange inégal entre le Nord et le Sud est financier et économique, il est également culturel », a déclaré en substance M. F. Mitterrand à Mexico en octobre 81. Mais si le gouvernement français a bien assimilé « l'importance fondamentale de la culture comme dimension essentielle du développement », il n'en a pas pour l'instant tiré des programmes d'actions concrètes : ouvrir davantage la télévision française aux productions du Tiers-Monde et développer l'enseignement du français dans les pays qui le demandent sont des propositions dérisoires...

Tout cela montre que le danger est grand de prendre son propre discours pour une pratique effective. Il l'est d'autant plus quand le discours se réduit à quelques concepts-clés qui envahissent tout. Les déclarations de principe sur le « développement global intégré » (économique, culturel, etc) ou sur « le développement endogène auto-centré » peuvent masquer un manque de réflexion sur leurs implications profondes. Ainsi parler de développement culturel du tiers-monde nécessite de se demander s'il est préférable pour celui-ci de s'initier à la culture du « Nord » (apprentissage du « modèle » occidental) ou au contraire de retrouver les siennes propres. Prôner un développement endogène sans aborder le problème du rôle des élites locales, ou en feignant de croire qu'il n'y a pas antagonisme avec la préservation totale des intérêts des pays occidentaux n'est que de la masturbation tiers-mondiste. La notion même de développement (ce terme récemment accolé à la coopération pour le ministre français), issue de l'idéologie économiste occidentale, devrait être revue. Mais admettons que ce ne soit pas le rôle d'un gouvernement socialiste au pouvoir depuis un an seulement ! Quand discours et pratique sont au pouvoir, il arrive souvent que pratique tombe à l'eau...

Antitrust

## Moyen-Orient

# CHANGEMENT DE POLITIQUE ?

**Depuis le 10 mai, la diplomatie de la France au Proche-Orient a-t-elle changé ? Sensiblement la même et sensiblement différente, elle a en tout cas pris une tournure nettement pathologique.**

Giscard d'Estaing avait adopté la même attitude en politique étrangère qu'en politique intérieure : ne pas s'embarasser de détails. La France a besoin de pétrole, face à l'expansionnisme soviétique, il faut s'aligner sur les Etats-Unis, tout est clair. L'opportunisme en était le grand principe.

L'administration socialiste, toute nouvelle, a dû faire son apprentissage sur le terrain. Dans sa recherche de relations extérieures originales, elle se rend compte petit à petit qu'au Proche Orient entre la stratégie des deux grands, il n'y a pas de place pour elle. Par ailleurs, la complexité des données régionales ne peut en aucune façon s'accommoder de déclarations de grands principes, définis par François Mitterrand lors de sa première conférence de presse du 24 septembre 81. « La règle qui est la mienne, c'est d'employer à l'égard de l'un et des autres le même langage et de faire les mêmes propositions... Deuxième règle : je me suis refusé à devoir choisir entre une démarche ou une autre, c'est à dire la démarche globale ou les accords bilatéraux. Je prends les uns et les autres ». C'est ainsi que la diplomatie française a été frappée de schizophrénie.

Entre les grands principes et les intérêts matériels, un premier pas fut fait en direction du Golfe. L'Arabie Saoudite fournissant à la France près de 50 % de ses approvisionnements, François Mitterrand cédant au réalisme, lui réserve sa première visite officielle. Ainsi le premier vent de panique au lendemain de la victoire de la gauche n'était plus qu'une légère brise. En mars 82, un contrat militaire franco-saoudien consacrait les saoudiens premiers clients de la France en armement.



Même si l'on peut trouver là des similitudes avec la diplomatie giscardienne, Mitterrand ne s'est point arrêté à des questions d'ordre pétrolier. Outre son accord au Plan Fahd, outre une convergence des vues sur l'unité et l'indépendance du Liban, le président français a tout de même tenu à préciser qu'il n'y avait pas « d'interdits acceptables (pour la France) au regard de nos relations avec Israël ou Yasser Arafat ». Ce qui se dégage de tout cela est bien la volonté de la France de ne pas tenir un double langage.

Par-delà la diplomatie des chefs d'état, il y a celle des ministères.

Claude Cheysson véritable « bélier » des relations extérieures n'a pas été avare ni en déclarations ni en activités. Sur le terrain, sa rencontre avec Yasser Arafat à Beyrouth, fin août 81, a permis de montrer qu'il n'était pas question d'éliminer les Palestiniens de la négociation au Proche Orient. Ce qu'il a réaffirmé à plusieurs reprises, allant jusqu'à rencontrer les maires de Cisjordanie au

déclarations de grands principes, la diplomatie française a récemment été durement mise à l'épreuve sans ménagement, la Syrie a pris sur elle d'expliquer à la France qu'elle n'avait aucun rôle à jouer dans la région. Hafez el Assad a en effet déclaré à l'hebdomadaire libanais al Mostaqbal « la France ne peut jouer aucun rôle au Liban qui aille à l'encontre des intérêts syriens. Le Liban est un pays arabe et il appartient aux arabes seulement de décider de son sort ». Et comme pour être plus précis quant aux possibilités de la France, le président syrien a précisé « La France à notre connaissance ne possède pas de plan spécial concernant le Liban, mais s'il s'avère qu'un tel plan existe, nous dirons clairement au gouvernement français : sortez du Liban. C'est une terre arabe qui nous appartient et votre plan n'a aucune chance de réussir ».

Avec l'assassinat de l'ambassadeur de France à Beyrouth, Louis Delamare le 4 septembre dernier, c'est la diplomatie de la France au Proche Orient qui prend



DECA Syrienne contre l'aviation israélienne

moment de la visite de François Mitterrand en Israël. Plus encore, il estime qu'un « état palestinien doit être créé dans les territoires occupés qui doivent être évacués,

conformément à la résolution 242 du conseil de sécurité ». La caractéristique de Claude Cheysson c'est qu'il est un fonceur... Il faut parler avec les Palestiniens, qui n'ont pas encore un état, qui n'ont pas de gouvernement, mais qui ont une organisation représentant leurs combattants, l'OLP. Donc il faut parler avec l'OLP. C'est une évidence. Je me demande comment qui que ce soit peut la nier ». Entre Mitterrand qui réaffirme subjectivement ses sympathies pour l'état d'Israël et Cheysson, qui objectivement ne cesse de clamer certaines vérités, un double langage est apparu. Il suffit d'écouter Edgard Bronfman, président du Congrès juif mondial pour le croire : « Je préfère écouter M. Mitterrand plutôt que M. Cheysson » a-t-il déclaré, un jour qu'il était reçu à l'Elysée.

Le Proche Orient n'étant pas résumable au pétrole et aux

un sacré coup dans l'aile. Le gouvernement socialiste a été sans cesse unanime sur la question libanaise : renforcer l'unité du Liban derrière son gouvernement, garantir son indépendance en assurant la présence des nations unies sur une zone plus vaste servant de tampon au Sud Liban. Voilà qui est, semble-t-il, contraire aux vues non seulement de la Syrie, mais également aux vues israéliennes. Pour Israël, il n'est pas question de créer un état palestinien, exit donc les thèses de Cheysson. Par ailleurs au Liban il n'est pas question de prendre des initiatives qui soient contraires à la « mission historique » de la Syrie : la reconstitution de ce que le colonialisme français avait morcelé à l'époque des puissances mandataires. Si l'on posait la question à M. Mitterrand de savoir ce qu'il choisirait entre un bloc Syrien intégrant le Liban et les Palestiniens et un éclatement de la région en mini états alaouites, maronites, sunnites, chiites. Pourrait-il répondre cette fois encore qu'il « prend les uns et les autres ? ».

Alain Chémali





« Ne m'abandonnez pas, joignez vos voix à la mienne et défendez la liberté de création pour que l'homme reste la plus belle créature de cette terre »

Negm, en prison, 22 mars 1981

**C'est le dernier appel lancé au peuple Egyptien par Cheikh Imam et Fouad Negm.**

**« Egypte Réveille-toi » C'est aussi le dernier disque de Imam et de**

**Negm. Comme dans leur premier disque - « Les yeux des mots » - on retrouve leur esprit**

**de révolte face aux oppressions tant en Egypte que dans le**

**reste du monde. Le ton en est tout aussi corrosif : humour et**

**pathétisme répondent aux accords du luth.**

té par la corruption qui y règne, il se retire. Quant à Negm, le fait d'être témoin d'une bavure policière, qu'il refuse de taire, lui vaut son premier séjour en prison (il totalise aujourd'hui plus de 14 ans de prison). Il en ressortira avec en tête une formation politique et sous le bras son premier recueil de poésie.

Mais ce qui était en germe en chacun d'eux prit racine en 1962, année de leur rencontre. Tous deux ne pouvaient rêver meilleur accompagnateur. Par eux le peuple reprit la parole dans la grande tradition égyptienne : Chroniques du quotidien humour et ironie, romances, rythmes par le luth, admirablement maîtrisé par Imam.

Cette rencontre a été et continue d'être fructueuse.

Les deux artistes ont écrit près de 200 chansons dont la musique perpétue la tradition folklorique tout en l'innovant, sortant ainsi des clivages musicaux dominants en Egypte

## « On a saisi de la poésie chez un poète »

L'information en Egypte : sadate va bien, sa femme aussi le président des U.S.A. et Begin gardent la santé !

« Hé peuple, tiens-toi tranquille. Ne gâche pas cette douceur de vivre ».

C'est là un échantillon du cynisme de Negm : la poésie de l'irrespect face à un pouvoir militaire répressif. L'humour de C.Imam et de Fouad Negm c'est l'expression du « courage du dépossédé ». Un courage qui leur vaut de totaliser à eux deux près de 20 ans de prison. car « L'Egypte du sage Sadate, fumeur de pipe et homme de paix a aussi des prisons et dans ces prisons il y a des poètes... »

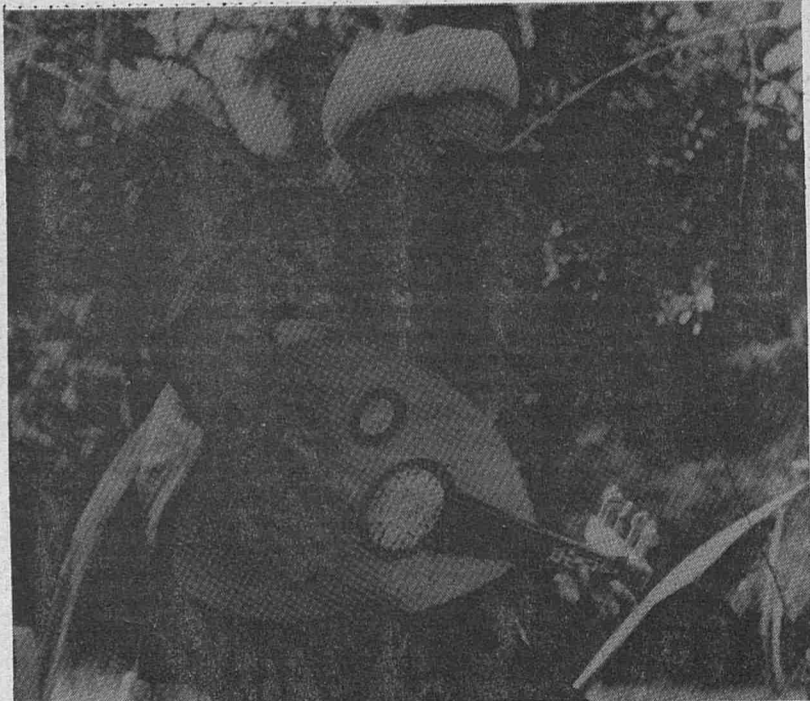
Negm vient de sortir de prison ou il y a passé un an à la suite d'une condamnation prononcée par... un tribunal militaire ! Le chef d'accusation

aurait pu être : « On a saisi de la poésie chez un poète ». Sa faute, prendre une musique officielle et y joindre un poème de Haute dérision : rire du sacré ? crime de Haute trahison ! Car Negm et Imam utilisent la parole comme une arme pour un affrontement inégal. mais si ils ont à subir peines de prison, censure, interdiction de sortir du territoire égyptien, leurs difficultés ne s'arrêtent pas la 200 chansons, de nombreux enregistrements, mais pas un seul de leurs droits d'auteurs ne leur est versé. Ils vivent dans des conditions matérielles très dures, la « SACEM » égyptienne refusant de les reconnaître. Des enregistrements pirates de leurs chansons circulent dans tout le monde arabe sans qu'un centime ne leur parvienne. N'ayant aucune couverture légale ; leurs droits d'auteurs sont bafoués et leur production

exploitée. De toute leur carrière ils ne touchèrent leurs droits que sur un seul disque, qui fut d'ailleurs le premier, produit par « Chant du Monde » en 1976 « Les yeux du Monde ». Il fut fait sur la base d'un enregistrement clandestin, comme ce deuxième disque qui vient de paraître et qui est de qualité : « Egypte réveille-toi » et que l'on doit au courage des deux artistes ainsi qu'à la tenacité des militants de l'Association International a pour la Defense des Artistes victimes de la repression dans le Monde (A.I.D.A.).

**Benbernou. Nadera Belaid Nouredine**

Pour se procurer le disque ou la cassette de Negm et Imam, contacter : Aida Comité Negm 6, rue de l'Eure 75014 - Paris Tél : 542 16 13



Cheikh Imam

Cheikh Iman et Ahmed Fouad Negm sont tous deux issus de la paysannerie pauvre. Le premier atteint très jeune de cécité était destiné à être chantre... Il est actuellement considéré comme un des plus grands musiciens arabes contemporains. Le second fut très tôt confronté aux difficultés matérielles : orphelin de père il dut exercer très jeune divers métiers pour subsister. Si leurs prises de conscience politique se firent dans des circonstances différentes elles relèvent bien du même esprit de révolte ; Imam fait son entrée, en 1945 dans le Monde radiophonique, interprétant les chansons de son maître Saïed Darwich. Mais révol-

(Oum Kalthoum, Farid...). La poésie de Negm, profondément égyptienne, utilise non pas l'arabe classique, mais le parler populaire égyptien et reprend les thèmes traditionnels du folklore. Malgré la censure, ce duo remarquable est maintenant connu de tout le monde Arabe et très populaire en Egypte. Leur impact sur le peuple égyptien tient en partie à l'union du luth et d'une poésie volontairement saccadée (en vers libres) et dont la rythmique correspond à celle des chants dont les travailleurs accompagnent leurs tâches.

L'expression en Egypte : « entre une pièce américaine et une pièce américaine... une pièce américaine ».

## Saint- Eugène Mona ou Le seigneur des temps modernes

On vient voir et entendre un récital de Mona, comme on va à la messe, comme on vient assister à une homélie du Pape sur la Place St Pierre à Rome. Avec foi. Avec ferveur. Avec ardeur. Son apparition exerce une fulgurante fascination sur des milliers et des milliers de pèlerins qui se pressent, se bousculent, se piétinent pour ne rien manquer de leur idole.

Mona est à la musique antillaise, ce qu'a été Dylan dans les années 60 à la musique occidentale : un authentique chanteur « populaire » dans le vrai sens du terme, un chanteur pur, un chanteur sans concession, né du plus profond des campagnes antillaises, en Martinique pour être plus précis

Sa musique, son chant, sa voix si puissante, si pleine d'énergie rappelle non sans insistance les douloureuses mélodies du blues en même temps que la sensibilité, la candeur des négro-spirituels des Eglises Noires-Américaines. Façon comme une autre de se souvenir qu'il appartient à tout le monde noir il n'entend pas pour autant se substituer à son identité antillaise. Il chante les Antilles. Les Antilles de tous les jours. Les Antilles qui ont bercé son enfance. Les Antilles des cam-

pagnes. Un panorama des Antilles d'hier à aujourd'hui. A la manière des griots africains.

Ce merveilleux « fou chantant » est aussi un fabuleux musicien. Il joue avec délectation de la flûte. Une flûte en bambou entièrement confectionnée de ses mains. La flûte et Mona, un et indivisible. A ses côtés, six tambours antillais (« gwo'ka ») viennent répondre en chœur à ces ardenes imprécations. A cette voix paternelle, qui pieuse, répond des rythmes de bel-air, de biguines. C'est là que le mysticisme prend toute sa dimension.

Une dimension démesurée qui atteint le sublime, le magnétisme l'aura.

Eugène Mona est un phénomène unique dans la musique antillaise. Son histoire, quasi-biblique. Un seigneur des temps modernes, qui ne tournerait pas le dos au passé. Un bel exemple de résistance aux courants. Voir Mona et... s'extasier, c'est déjà entrer en une charistie.

Ici la religion a rang d'universalité.

**Bernard Koch**

Au Palais de la Mutualité, le 20 et 21 mai à 20h30. Rue St Victor 75005 Paris.



Photo Guy Magnant



Winayataqui

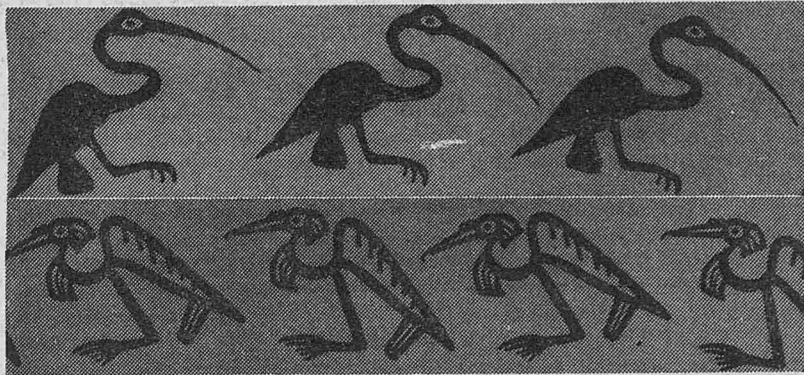
# Ce qui perdure

Héritiers d'une tradition musicale des plus riches, les Hauts Plateaux des Andes restent une source intarissable d'inspiration. ON se demande souvent : mais où vont-ils chercher tout cela ? *Bolivia Manta* nous apporte une bonne et belle partie de la réponse.

**W**inayataqui, en langue indienne, veut dire « ce qui perdure ». Et lorsqu'on a la possibilité d'approcher de quelque façon que ce soit l'univers des communautés paysannes et indiennes de Bolivie, Pérou ou Equateur, on sent qu'on est devant une civilisation, une sensibilité, une force destinée à vivre tant que l'homme vivra, tant qu'il gardera le contact que ces ancêtres lui apprennent à entretenir avec la nature et surtout avec Pachamama, la terre mère.

L'oeuvre des hommes de cet univers, défiant toute sorte de « conquistadores » est toujours vivante. Si ce qui la fait survivre vient des rapports de l'homme avec son milieu, peut-on la faire vivre ailleurs que dans les montagnes des Andes ? Peut-on vraiment percevoir sa force loin de son ambiance naturelle ? C'est tout le pari de *Bolivia Manta* dont le mérite consiste moins à « créer » une oeuvre musicale propre qu'à être capable de transmettre fidèlement des sons, des intonations, des pulsions musicales, qui ont l'air de nous attraper dans une bulle enchantée et de nous emporter loin. Dans l'espace et dans le temps.

L'oeuvre des *Bolivia Manta* nous semblerait ethnologique s'ils n'étaient pas en train de faire ce qui est aussi et surtout, leur musique. Car Carlos et Julio Arguedas, Victor Colodre, Fernando Vertiz, Hugo Santos et José Gomez, les intégrants



du groupe *Bolivia Manta*, font un travail dont le sérieux mérite d'être « de l'andin ». Ce n'est donc pas un hasard si l'Académie Charles Cros a distingué leur dernier album « *Winayataqui* » avec un prix international pour 1982. Tout au long des deux disques qu'il contient, *Bolivia Manta* nous amène dans les petites communautés paysannes, nous montre ce qu'on y chante et ce qu'on y joue, tout en nous disant pourquoi et quand le font-ils. Et pourquoi et quand il ne faut pas le faire. Car l'expression musicale est aussi un outil. Et c'est évident que si on labourre un mauvais moment la récolte sera perdue. De même, si les paysans de la communauté de Curahuara jouent le *Hkayna* « *Sans Pedro de Parijana* », en dehors de la « bonne période » qui va de décembre à février, c'est sûr que les pommes de terre vont s'abîmer et pourrir.

Des histoires comme celles-ci les *Bolivia Manta* en ont pleines car ils ont sillonné les montagnes

et les vallées de leur pays pour les ramener et les transmettre avec une fidélité qui est la meilleure garantie de la durée.

Munis d'une énorme quantité d'instruments qu'ils jouent à tour de rôle en véritables hommes orchestre, ils se sont installés jusqu'au 29 mai au théâtre Petit Forum. Avec eux les musiciens équatoriens Alfonso Cachiguango et Carlos Perugachi ainsi que le bolivien Guillermo Contreras qui ont fait le voyage exprès pour être avec leurs frères du *Bolivia Manta* et raconter leur pays et leurs peuples, tels qu'ils ont entendu raconter depuis qu'ils virent le jour dans leur patrie andine.

Edwardo Olivares

*Bolivia Manta au Petit Forum : Jusqu'au 29 mai 82. Tous les jours sauf dimanche, à 20h30. Tél : 297 53 47*

*Disques de Bolivia Manta disponibles : SARTANANI (Aurvidis 4503) et Winayataqui (Aurvidis 4 5045.*

Marivaux

## «L'île des esclaves»



On joue du Marivaux au Lurcenaire forum : l'île des esclaves. Je pense : langage raffiné et précieux du maître... J'imagine les décors du même ton... Surprise!

Etrange le hasard qui fait échouer sur une île les deux tandems Iphicrate-Arlequin, Euphrosine-Cléanthis. Etrange l'accueil de Trivelin ce thérapeute local. Surprise encore, il ne s'agit pas de conflits sentimentaux, mais d'une fable où s'allie burlesque et politique. Chassé croisé, le tour est joué, il faut tomber les masques!

Un horizon lumineux, quelques éléments marins, nous voici ailleurs. L'action se déroule, un décor simple qui parle à l'imaginaire.

Suite à leur tandems Iphicrate Arlequin, Euphrosine Cléanthis, dont les vêtements sont en lambeaux, nous ramènent à la réalité. Trivelin qui les reçoit, cette sorte de « maître du monde », tranche de nouveau. Il évoque le robot ou le surnaturel, et semble sortir d'un récit de science fiction. Il inverse les rapports entre les maîtres et les esclaves, et déclenche des réactions

A travers le tandem Iphicrate Arlequin, l'humanisme paraît l'emporter sur l'amour propre. Mais, la révolution n'est pas l...

En effet, au naïf et généreux Arlequin, Marivaux oppose la belle et hargneuse Cléanthis : Danièle Lugère.

Un parallèle intéressant qui évoque les rapports de force à l'intérieur d'une hiérarchie. Une histoire classique qui se termine en « happy-end »?

Exact, puisqu'Iphicrate semble avoir compris la leçon. Erreur en ce qui concerne les belles Euphrosine et Cléanthis, dont la réconciliation, laisse le spectacle insatisfait...

Une mise en scène qui respecte agréablement les intentions de l'auteur.

Un spectacle au langage simple et expressif pour ceux qui veulent se divertir avec philosophie.

Marie Laure Sorbac

## PAR PEIRA CAVA

### « La passante du sans souci »

De Jacques Eouffio avec Romy Schneider, Michel Piccoli, Helmut Griem, Dominique Labourier, Gérard Klein, Mathieu Carrière.

C'est un film qu'il fallait faire. Oui, oui, de temps en temps il faut faire un film comme ça, ne serait-ce que pour rafraîchir la mémoire des gens : ils oublient si vite.

Il est volontairement lent et tout en demi-teinte. Il parle d'une agression mais ne veut pas aggraver. Ce n'est pas la Vendetta, c'est le « dire ». Et Romy Schneider et Michel Piccoli y disent fort bien ce qu'ils ont à dire et ils font fort bien ce qu'ils ont à faire.

Mais de là à déclarer comme l'on fait certains critiques que ce film arracherait des larmes à du béton, c'est tout de même pousser le bouchon un peu loin.

### « De plein fouet »

De Brian Hutton avec Frank Sinatra, Faye Dunaway, James Dunaway, James Whitmore, David Duke, Branda Vaccaro...

Cette histoire de vieux flic, à huit jours de la retraite et qui tire sa salve d'honneur, son dernier baroud, combien de fois le cinéma américain nous l'a-t-il servi ?

Des centaines, sans doute. Et c'est à chaque fois la même chose : on se traîne dans le



conventionnel, dans les mêmes situations, les mêmes rapports de personnages, les mêmes jeux d'acteurs.

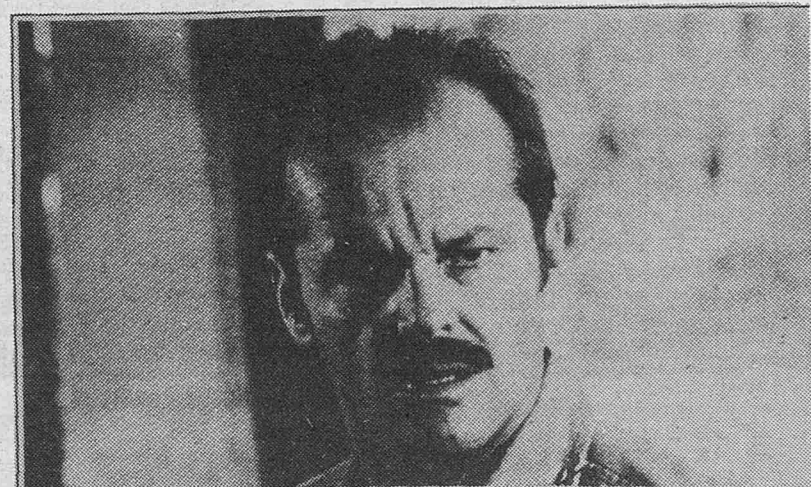
Ce film n'échappe pas à la règle. Frank Sinatra non plus. Et pour faire neuf, on a ajouté du sadisme glorieux et de la mort latente. Ce film se veut d'atmosphère : il l'est mais c'est irrespirable.

### « Les voisins »

Neighbors de John Avildsen avec John Belushi, Dan Aykroyd, Cathy Moriarty, Kathryn Walker.

Moi j'ai bien aimé. Bien sûr ce n'est pas « Qui a peur de Virginia Woolf » mais un film comme Virginia on en fait pas un tous les jours. Quant à celui qui nous intéresse, si l'on peut dire, sa provocation quoique restant toujours au premier degré, n'est pas dépourvue

d'imagination et de délire : foutre le feu à sa propre maison rien que pour emmerder sa femme, avouez qu'il faut le faire Et c'est comme ça tout au long du film : l'aventure d'un « col blanc » sur lequel tombe, au sens propre comme au sens figuré, un couple de joyeux rigolos, un peu désaxés, un peu margoulins et qui passe d'une tranquillité pantouflarde et télévisuelle à l'agitation débordante auprès de laquelle celle d'un punk n'est que du pipi de chat.



### « Police Frontière »

De Tony Richardson avec Jack Nicholson, Harvey Keitel, Valérie Perrine, Warren Oates, Elpidia Carrillo.

En sortant de la projection, Carmelo me faisait remarquer que ce film était fait comme un documentaire et c'est vrai. C'est même un bon documentaire dans lequel il n'y a pas d'intrigues, ou si peu.

Jack Nicholson joue les « candides » avec beaucoup de naturel. C'est l'amoureux à tout

prix, le « *Quasimodo* » des pauvres. Quant au documentaire lui-même c'est une histoire que nous connaissons fort bien dans notre doux pays de France : celle des travailleurs clandestins Ici comme chez nous on traite ce problème à la petite cuillère mais il faut dire que les Ricains n'y vont pas avec le dos (de la cuillère bien entendu).



# Femmes en Islam

**Un superbe album chez Sindbad : Femmes en Islam. Pour la première fois un texte et des images des siècles islamiques dans le monde arabe que Wiebke Walther, une arabisante allemande, érudite en langues, littérature, histoire de l'art, archéologie arabes, turques et persanes, présente avec une très belle iconographie (125 Reproductions)**



Un texte sérieux et facile à lire, des miniatures qui montrent ce qu'on n'a pas l'habitude de voir chez les femmes du monde islamique. Pour une fois, on apprend, on comprend, sans être pris au piège de la polémique.

On regarde derrière le rideau du harem, de l'autre côté du paravent oriental et chatoyant. Ainsi vivent sous nos yeux, des femmes qui ont existé depuis les premières épouses du Prophète jusqu'aux femmes du

XXème siècle. Tous les sujets qui concernent les femmes sont abordés, la femme dans le droit islamique, le Coran et la tradition, la vie quotidienne dans la famille et la société, les femmes dans l'histoire et la

civilisation islamique, l'amour, la beauté, le vêtement, le maquillage... Avec preuves historiques à l'appui, Wiebke Walther montre que l'Islam, à ses débuts, a donné à la fem-

me des droits qu'elle n'avait pas dans la société pré-islamique. Mais ces droits, appréciables dans les premiers temps de l'Egire, se sont révélés assez vite insuffisants ou parfois inexistantes à force d'être atrophiés sous la pression des musulmans fanatiques. Par ailleurs les femmes n'ont pas, de tout temps, été favorables à la polygamie ni à l'excision qui se pratique encore dans certains

pays islamiques. Et à mesure qu'on s'éloigne du siècle d'or de l'Islam, où des femmes de l'aristocratie et même des esclaves instruites se sont distinguées dans le savoir théologique, le droit religieux, la guerre, l'histoire, la poésie, l'astronomie et la musique, la protection pa-

triarcale pèse aux femmes. L'analphabétisme, l'exclusion de la vie publique et politique, l'enfermement dans les domaines domestiques et nourriciers, tout cela au XXème siècle n'est plus tolérable, et des mouve-

ments féminins de protestation et de revendication se mettent en place depuis plusieurs années dans le monde arabe pour que les femmes soient considérées comme des sujets à part entière.

Pour son livre, Wiebke Walther a consulté des ouvrages anciens et modernes en arabe, en turc, en persan, en allemand, en anglais, en français. *Femmes en Islam* est un ouvrage d'érudition intelligent et beau à voir comme il en existe trop peu encore. Dans ce livre, les femmes arabes existent.

Leïla Sebbar

*Femmes en Islam : De Wiebke Walther. Edition Sindbad.*

## L'idéal de beauté féminine au XI<sup>e</sup> siècle

« Les experts sont d'accord sur le fait que dans le visage et le corps d'une femme, il convient d'apprécier ce qui suit : quatre choses noires : les cheveux, les cils, les sourcils et le noir des yeux ; quatre choses blanches : la peau, les dents, le blanc et les prunelles des yeux ; quatre choses rouges : la langue, les lèvres, les joues et les fesses ; quatre choses rondes : le visage, la tête, les chevilles qui ne doivent pas

être saillantes et les fesses ; quatre choses longues : le cou, la silhouette, les sourcils et les cheveux ; quatre endroits qui sentent bon : le nez, la bouche,

les aisselles et la vulve, quatre endroits vastes : un front haut, de grands yeux, une poitrine opulente, un large visage ; un seul endroit étroit : la vulve ; quatre endroits petits : la bouche, les mains, les pieds et les seins ».

## La polygamie

« L'humour et la sagesse populaires s'expriment dans les histoires comme celle-ci que l'on raconte en plusieurs variantes provenant de régions différentes : un homme avait deux femmes, une vieille et une jeune. La vieille femme qui ne voulait pas qu'il ait l'air trop jeune,

lui arracha tous ses cheveux noirs (selon une autre version, les poils de la barbe). La jeune qui souhaitait le contraire, lui arracha ses cheveux gris. Lorsqu'il voulut se laver, il constata avec affliction qu'il était chauve, (dans une autre version : sans barbe) ».

## L'amour homosexuel, l'amour des jeunes garçons

« Certains trouvaient à l'amour des jeunes garçons plus d'attraits qu'à celui des femmes. Aussi un homme pieux pouvait-il déclarer : « je redoute davantage pour un serviteur de Dieu d'un jeune homme que de soixante dix vierges » ...

Quelques-uns trouvaient du plaisir aux deux sexes. Au XI<sup>e</sup> siècle le Ziyaride Kay Kans recommande à son fils de jouir des deux sexes, afin de n'éprouver de dégoût à l'égard d'aucun d'eux.

Zubayda, l'épouse de Harun Ar-Rachid, aurait eu une idée particulièrement piquante. Pour faire perdre à son fils le futur calife Al-Amin, son goût pour les jeunes garçons, castrats, elle choisit des jeunes filles jolies et minces, les fit coiffer et habiller en garçons, les cheveux relevés, en veste, avec une ceinture serrée, et elles parurent ainsi devant le jeune Amin. Ces esclaves furent à la mode pendant au moins un siècle dans la haute société de Bagdad ».

## Sur les traces d'itinéraires»

Il n'a pas fallu attendre le changement pour que Sophie Richard porte toute son attention sur le tiers-monde. Militant dans les organisations tiers-mondistes, férue de voyages et d'aventure elle est, depuis septembre 79, productrice d'une émission sur A2 qui, sans clairon, ni trompette, poursuit tranquillement son petit bonhomme de chemin. Plaquée, timidement, le lundi - loin du grand public - juste avant la fin de l'après midi, à l'heure du retour de classe (à 17h), l'émission « Itinéraires », à laquelle se rattache parfois son corollaire artistique « resonances » (on a pu y découvrir le Cuarteto Cedron, le groupe Iliapu, et plus récemment Sacy Perere (1) - est non seulement une incitation au voyage, mais aussi un regard neuf posé sur le tiers-monde, un miroir lumineux projeté sur 3 milliards d'individus. « Itinéraires » n'a rien d'un catalogue de Connaissance du Monde. Elle a pour essentielle vocation de « faire admettre le

droit à la différence et au respect de toutes les communautés en luttant contre les préjugés et les idées reçues ». Plus qu'un voeu pieu, une profession de foi.

Jusqu'à présent, il faut bien l'avouer, les moyens alloués à cette émission « bouche-trou » ne sont pas à la mesure des ambitions de l'auteur. Ainsi, pour alimenter son programme la productrice se voit forcer de se tourner vers les productions extérieures. L'U.N.I.C.E.F., l'U.N.E.S.C.O., l'U.R.T.I., l'O.N.U. et les O.N.G. (organismes non-gouvernementaux) sont ses principales sources d'approvisionnement. « Dès maintenant, souhaite Sophie Richard, je voudrais développer l'aide aux jeunes auteurs à qui nous demanderions de ramener des sujets de l'extérieur ». Comme Jacques Santout qui a tourné un très beau film sur les Kanacks ou Max Brunier sur l'Amazonie, ou encore le portrait d'une fiancée afghane réalisé par Annie Zorz et rediffusé en soirée par A2. Autre souhait : diversifier les coproductions. Ex : ces deux émissions consacrées à la Bolivie à partir d'un reportage de Nicole Vitel sur la construction d'une école en Bolivie jumelée à une école française de St-Etienne.

Aidée et largement encouragée par son directeur d'unité de production magazine, J.M. Meurisse, S.Richard ne désespère pas de voir un jour son enveloppe budgétaire augmentée ce qui insufflerait une bonne bouffée d'air à son « Itinéraires » laquelle pourrait bien, dans un proche avenir trouver un prolongement. Un projet d'émission de 26 mn par mois vient d'être



Myriam Makeba

déposé en ce sens. Cette émission programmée, serait à la fois proche et différente de l'autre : elle serait bâtie autour de personnages pittoresques, confrontés à un choix de civilisation,

comme par exemple, l'histoire de « Sayaelle », berger massai devenu professeur d'Université. Autre initiative « d'Itinéraires » : créer un Prix A2 tiers-monde dans le cadre de la journée du tiers-monde, le 22 octobre 1982.

L'ère du tiers-monde pénètre-t-elle enfin dans l'ère de l'audio-visuel ? Quelques signes pourraient nous le faire croire. Mais ne nous y trompons pas,

nous assistons à des essais encore trop fragiles, aux résultats trop incertains pour que nous y distinguions la moindre lueur d'espoir.

B.Koch





« Il faut enlever cette étiquette de seconde génération, moi, je suis moi »

## Une banlieue sans immigrés pour « Joëlle Mazart »

**Habib est un jeune tunisien, il vit à Nanterre. Vous avez pu le voir dans « Joëlle Mazart », le feuilleton télévisé qui passe sur TF1. Feuilleton « sympa » où « tout le monde il est beau et tout le monde il est gentil ». Une banlieue somme toute comme on aimerait quelle soit mais hélas... la réalité est toute autre...**

**Sans-Frontière :** Habib, c'est la première fois que tu joues à l'écran, comment on t'a contacté et quel est ton rôle ?

**Habib :** C'est par le théâtre des Amandiers. Ils ont téléphoné au club des Canibouts et là nous étions quatre et le choix s'est porté sur moi. Ce fut une découverte, d'une part sur le plan fric bien que j'étais le moins payé, je touchais 610 F par jour, une vie vachement cool et de plus à Chartres pour les défrayements on avait 200 Keus par jour, maintenant c'est fini, ce fut une belle aventure. Je devais jouer le rôle d'un petit immigré qui fait l'école buissonnière, le mal fringué, bon en mécanique ayant des problèmes auditifs, et une mère qui ne comprend pas le caisfrans ; ça ne me convenait pas, je ne me sentais pas à l'aise dans ce rôle, d'une part je ne retrouvais pas la banlieue, pas assez d'immigré, d'autre part il évoque de faux problèmes, le scénario est un roman à l'eau de rose, c'est le style conte de fée « tout est bien qui finit bien ». Ce n'est pas en trois mois qu'on écrit un roman sur les banlieues surtout quand on est pas sur place.

**S.F. :** Donc tu n'as pas aimé le feuilleton !

**Habib :** C'était trop artificiel, la petite assistante sympa des problèmes mineurs, il manquait quelque chose dans ce film, le décalé de la banlieue. Dans le LEP il n'y a pas de jeunes immigrés alors que dans la réalité on est en majorité. La banlieue, ce n'est pas un loubard qui joue le chériff, c'est des mecs qui se shoutent dans les étages des HLM, c'est aussi les ilotiers, les CRS dans les parkings. Dans ce film il y a un vol de rétroviseur, tu te rends compte au minimum la bécanne mais pas un rétro c'est bon pour les gamins de quatre ans. L'idée de faire un feuilleton sur les problèmes de la banlieue, c'est bien puisqu'on n'en jamais fait mais le résultat je t'en parle pas ; le réalisateur il est excellent mais le scénario, il est foireux, les dialogues pas terrible, le scénariste il est passé à côté de la banlieue sur une autoroute...

**S.F. :** Cette aventure de dix neuf jours t'as plu et cela t'a donné des idées.

**Habib :** J'ai pris un pied en jouant mais maintenant ce qui m'intéresse le plus c'est de réaliser. Avant je n'y pensais pas beaucoup c'est dans ce tournage que j'ai pris une

passion pour le cinéma en particulier la réalisation. Ce tournage fut un choc. Retourner à l'école ça a été difficile.

**S.F. :** Tu es allé à Poitiers pour assister au Festival du cinéma de l'immigration. Pourquoi ?

**Habib :** Je me suis démerdé pour aller à Poitiers, je me suis invité alors que les organisateurs n'ont même pas songé à inviter des jeunes. Ils nous ont cassé la tête pendant trois jours, que de la masturbation intellectuelle ? ils ne parlaient pas le même langage que nous « zamma » des sois disant animateurs socio-culturels. J'ai vu « Prend dix mille balles et casse toi » il nous prend pour des bouffons et de plus cela donne des clichés zarbi sur les jeunes, un film pour les beaux français. Ils faut nous enlever cette étiquette seconde génération, moi je suis moi et je n'ai besoin de personne pour me tenir en laisse. Je crois qu'on a du pain sur la planche au niveau du ciné ou de la télé, une émission comme mosaïque, c'est zarbi, à la poubelle, tu as des gars de mosa qui sont venu à la cité, faire une émission sur nos problèmes, alors ils nous ont dit toi tu diras cela tout juste s'ils nous ont pas donné un texte rédigé à lire. Pareil pour l'émission des mercredi de l'information quand ils ont passé « Petits loubards et grande banlieue ».

ils auraient pu faire un bon sujet ils voulaient en faire un venissieux...

**S.F. :** Pour revenir au film. Comment tes copains de la cité ont réagi ?

**Habib :** Les copains ont bien réagi, ils sont content lorsqu'un de nous peut s'en sortir mais ils se sont rendu compte que le mec est passé à côté. La question qu'ils se posent c'est si je vais continuer à jouer dans les films. Quand un mec de la cité devient une espèce de héros, les gars sont très content tout comme Hertz qui joue en première division à Valenciennes, il est de la cité, on n'est fier ainsi que le groupe Salem les petits jeunes musiciens de 13 ans et maintenant il y a la petite de 10 ans qui joue. Pour revenir au film, les copains ont été impressionné par le fric que j'ai touché, en 19 jours je me suis ramassé 4 fois le salaire de mon père tu te rends compte alors toute la cité veut faire du ciné.

**S.F. :** Ce tournage t'as renforcé dans l'idée de vouloir faire un film sur vos problèmes puisque tu les connais bien. Comment la vie se passe dans cette cité ?

**Habib :** Avant ce film j'avais une petite idée d'un film sur la cité avec les gars, maintenant j'ai envie de le faire alors il faudra que je trouve les moyens, tout comme on a monté les pièces de théâtres au club des canibouts. J'ai beaucoup plus envie de m'occuper des jeunes. Pour cette année ou en emmène une trentaine en colo grâce à l'aide de l'association NAHDA. Ce sont des jeunes qui n'ont jamais été en vacances puisque la mairie fait des quotas, 2 immigrés par famille pour une municipalité où en est 33 pour cent d'immigrés. Un copain est mort il y a deux ans d'une overdose les mecs ont reçu une claquette mais ils ont repris leur quotidien. Tu as ceux qui foutent la



Sans Frontière-17

merde, qui cassent tout, tu as les petits qui comencent à bouger, à prendre de la came alors il faut faire quelque chose. Tu as les parents qui vieillissent, qui ne comprennent pas, ils deviennent cool. On est nombreux à vouloir faire des choses mais bloqué par les moyens, le club est fermé depuis quatre mois, qu'est ce que tu veux qu'on fasse ?

**S.F. :** Alors pas de solutions dans la cité, peut être retourner au bled qu'est-ce que tu en penses ?

**Habib :** La solution on ne la voit

pas, il y a un futur si on se bat, on peut aboutir à quelque chose. Laisser tomber ça ne se fait pas, il faut lutter dans la vie. J'aime beaucoup la Tunisie, il y a Djerba, le soleil la plage, alors qu'à Nanterre il n'y a que le béton, mais je suis attaché à la cité, j'y ai vécu toute ma vie, on a passé des moments extra au club des canibouts, de toute façon je ne finis pas mes vieux os ici j'irais m'éclater ailleurs...

Propos recueillis par  
Mohamed N

## Mosaïque: Emission pour qui?

« Ils » ont effectivement donné la parole aux « immigrés » (au fait, qui est-ce ? « ils », c'est Mosaïque, émission conçue et réalisée par des « immigrés » et financée par des immigrés (le FAS), destinée aux immigrés.

Dans le reportage intitulé « Les Mutations » Kheira, la jeune fille disait : « Pendant mon adolescence, j'ai renié ma culture et mes origines pour prendre la culture française plus facile... ».

C'est inadmissible et révoltant de l'avoir censurée à ce moment là. Quest-ce que ça veut dire ?

Quelle image lui avez-vous donnée ?

Pourquoi ne pas l'avoir laissée s'exprimer pleinement ? Nous nous permettons de faire un petit rectificatif ou plutôt un complément ; nous vous présentons la partie du reportage qui a été volontairement supprimée : « ... mais grâce à un militantisme ardent de ma part dans des mouvements de jeunes et dans un syndicat, j'ai pris conscience de mon appartenance à une culture et à la classe ouvrière ».

Ça n'est pas du tout un justificatif, mais simplement une volonté d'authentifier les propos de Kheira, qui ont été déformés par les réalisateurs de cette émission et par les miracles de la Télévision. Quand on pense que ces messieurs de « Mosaïque » font de la pub pour le centre sociaux Léo Lagrange (ah, j'oubliais, Léo Lagrange c'est le P.S. et le P.S. c'est le pouvoir, y en a qui ont peur pour leur place à « Mosaïque » !), ils font aussi de la pub pour la M.J.C. corderie.

Nous n'avons rien ni contre les centres sociaux ni contre la MJC, mais nous estimons

que dans la mesure où ils disposent de l'accès aux médias, Mosaïque aura dû s'intéresser en priorité aux organisations créées par les jeunes immigrés.

Il ne faut surtout pas faire taire les minorités. Quand on pense qu'à Marseille il n'existe qu'une seule organisation créée par des jeunes immigrés association Rencontre et Amitié régie par la loi 1901. Quand on pense aussi, qu'il y a à Marseille une Radio immigrée, « Radio Gazelle » créée de toutes pièces par des jeunes immigrés et que ces messieurs de « Mosaïque » se sont contentés d'en faire voir une affiche et les studios, alors qu'au sein de cette association et de cette radio dépourvues de moyens, des jeunes gens se battent pour pouvoir continuer à s'exprimer et à faire s'exprimer la population immigrée de Marseille.

N'allez surtout pas dire que c'est un oubli, ou que vous n'avez pas rencontré les gens de l'association ou de la radio. Voilà, ça y est, j'ai compris ce qui vous intéresse : renforcer toute la campagne anti-jeunes, immigrés en particulier, orchestrée par les médias et certaines mairies de grandes villes, comme Marseille, Lyon Orly. Insécurité et délinquance obligent !...

On a vraiment envie de vous dire messieurs de « Mosaïque » que vous feriez mieux, à notre sens, d'envisager sérieusement d'aller à la pêche et de laisser vos places à des gens qui ont conscience de l'importance politique que pourrait revêtir votre émission, car c'est la vôtre. Vous vous faites plaisir, mais êtes-vous certains que votre émission correspond aux désirs des immigrés en France ?

Mohamed et Kheira





Football

# EN PRINCIPAUTE, LES ETRANGERS SE REGALENT



**D**epuis vendredi 7 mai à 23 heures, c'est officiel, Monaco est champion de France de football après une lutte serrée avec St-Etienne, et ce grâce à sa courte victoire face à Strasbourg 1-0.

Equipe jeune, séduisante, pleine de talents, pratiquant le meilleur football collectif de l'hexagone, l'A.S. Monaco a amplement mérité ce titre de champion pour la saison 81-82.

Les chiffres sont éloquent. Je vous laisse apprécier. Monaco 1° avec 55 points, 24 victoires, 7 matches nuls, 7 défaites,

70 buts marqués qui lui vaut la place de 2° attaque, 29 buts encaissés donc la meilleure défense.

Pour conquérir ce titre, 21 joueurs ont participé à la glorieuse épopée monégasque à un marathon qui avait commencé à la mi-juillet et qui a donc duré près de dix mois. Parmi ces joueurs figurent trois étrangers ; un italo-suisse Umberto Barberis, un viking suédois Ralf Edstroem et un beurre (algérien) Abdallah Liégeon. Pour ces étrangers, le football est leur passion commune ils n'en ignorent aucun aspect.

Ce nouveau succès de leur équipe auquel ils sont étroitement liés complète leur palmarès, surtout celui des deux européens qui est déjà assez éloquent.

Umberto Barberis : couronné avec Sion (Suisse) un championnat helvétique et trois coupes confédérales, international suisse, deuxième saison à Monaco et déjà un titre de champion, et c'est lui qui vendredi d'une tête plongeante a obligé Dropsy le portier strasbourgeois à ramasser la balle dans ses filets. Grâce à son talent, il nous démontre aujourd'hui que le football suisse demeure une denrée exportable.

Ralf Edstroem : International suédois, deux titres de champion de Suède avec Aatvidaberg son club d'origine, deux autres en R.F.A. avec Kaiserslautern, et, l'an dernier une coupe de Belgique avec le Standard de Liège.

Abdallah Liégeon (non ? si, si) : sans doute le moins titré parmi les trois, mais cependant international algérien, a participé à la qualification de son pays pour le Mondial espagnol,

premier titre avec l'ASM. et réputé comme le plus joyeux luron de l'équipe. Il sera en juin en Espagne avec le club Algérie.

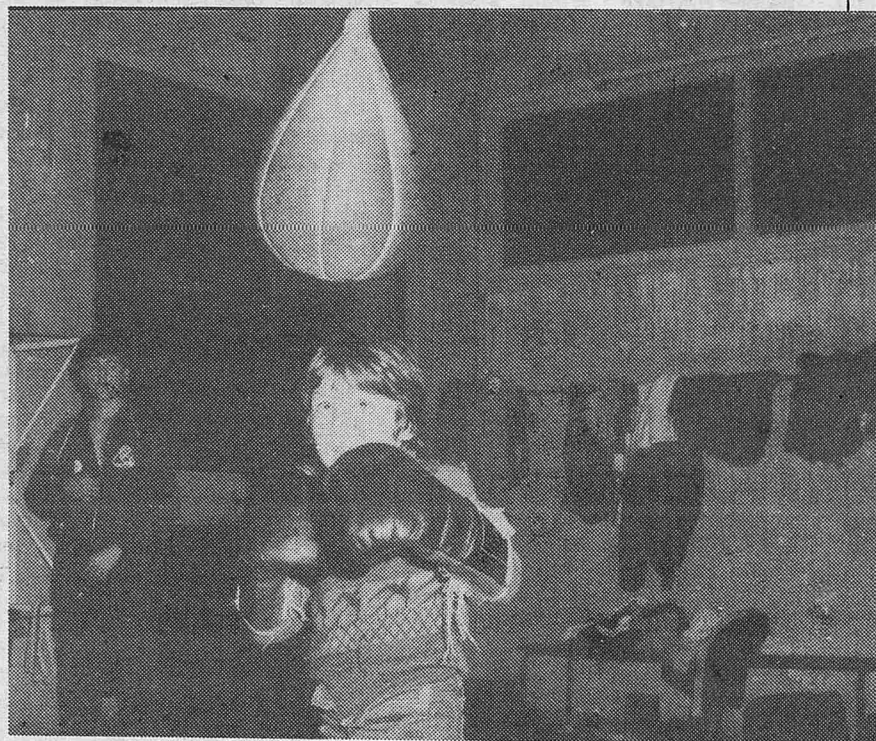
Conclusion tout a fait personnelle - émanant de Malek : « Tu vois qu'il existe des travailleurs immigrés épanouis. Tu

leur donne une balle cinq minutes par semaine - il veut certainement parler de la durée maximale par match et par joueur - et il deviennent riches ».

Je vous laisse méditer.

Hocine

## Ironie du sport



**L**a victoire, aux jeux olympiques de 1936 à Berlin et en présence d'Hitler, au saut en longueur devant

l'allemand Lutz Lang est peut-être le résultat sportif qui a été le plus exploité idéologiquement. On a souvent vu dans ce dernier essai à 8,06 m de Jesse Owens, une formidable gifle au fuhrrer, à la foule « nazifiée », et à toutes les théories racistes qui soutenaient ce régime obscène. Et sans nul doute la victoire dans cette discipline qu'est le saut en longueur, du noir Owens sur le blond Lutz fut un symbole. Il assura au vainqueur une gloire qui ne meurt pas. Et on a même dit que Hitler refusa de serrer la main d'Owens. Mais il semble bien que Jesse Owens n'ait pas ressenti la charge politique attachée à sa victoire. Sans doute parce que le plus grand athlète de ce siècle (élu ainsi récemment par les plus grands journalistes sportifs) avait assez affaire avec le racisme de son propre pays. Et puis d'après ses dires, ses relations avec Lutz Lang étaient loin d'être moroses. C'est du moins ce qu'il a raconté au journaliste suédois Sven Ekstroem qui rapporte ses propos dans un article très inté-

ressant paru dans la Revue Olympique, organe officiel du Comité International Olympique.

« L'Allemand dont je me souviens le mieux fut Lutz Lang, mon adversaire le plus dangereux en saut en longueur.

Alors que je me concentrais pour mon dernier saut, Lutz vint vers moi, et me dit que je devais ajuster mes marques. Je suivis son conseil et emportai le concours grâce à ce saut. Lang que jusqu'à ce moment était en tête de la compétition, se classa finalement à la deuxième place. Cet épisode scella le début de notre amitié qui dura

longtemps par voie épistolaire, jusqu'à l'invasion de la Pologne par Hitler. Peu après je reçus un message m'annonçant que Lutz Lang était tombé à la guerre. Par la suite, je fus en contact régulier avec son fils. Un de mes plus beaux souvenirs de Berlin fut l'amitié d'un compagnon sportif qui m'aida à remporter une médaille d'or sans penser à lui ».

Ainsi va le sport, qui au milieu d'un désert d'incompréhension et de fanatisme (n'est ce pas Hocine !) peut susciter une belle amitié.

H.

Boxe

## Tafer balayé

**S**ans-Frontière a pris l'habitude de vous rendre compte de toutes les rencontres de boxe que dispute le champion de... France Hocine Tafer.

Samedi soir 8 mai devant deux mille personnes à Grenoble, Tafer jouait une carte internationale importante dans la catégorie de poids mi-lourds, face à l'australien Tony Mundine. Mundine ne nous est pas du tout inconnu ; il y a quelques années, il était classé parmi les meilleurs poids moyens mondiaux, ne s'inclinant que devant les deux plus grands de la catégorie, Carlos Monzon alors à l'apogée de son art, et « la locomotive de Philadelphie » Benny Briscoe... Reparti aux antipodes se reconstruire une carrière dans la catégorie supérieure en poids, celle des mi-lourds, Mundine avait prévenu la presse que son combat contre Tafer n'irait pas au-delà d'un cinquième round. Mais de quel côté allait pencher la balance ?

Tafer lui, se devait de remporter cette rencontre afin de se reconquérir un peu de la crédibilité qu'il avait perdue en abandonnant devant le hollan-

dais Koopmans, titre européen en jeu, il y a quatorze mois à Paris.

Hélas, il fallut moins de deux reprises à Mundine pour ruiner tous les espoirs du... français, et mettre fin à toutes ses espérances. Donc, au 2ème round, sur un crochet du droit d'une



rare violence, l'australien percuta la mâchoire de Tafer. C'était le K.O. inévitable, pur et dur K.O. que les spectateurs, pourtant acquis au français mirent un certain temps - à peu près autant que Tafer - à réaliser. Il sembla tout de même à une partie de l'assistance que le champion de France n'était pas allé au tréfonds de lui-même pour se relever...

Soit. Voici dont Tafer de nouveau renvoyé à ses chères études pugilistiques, s'il a encore envie de les prolonger. Accroire que chaque fois qu'un rendez vous important pour la suite de sa carrière se présente, Tafer s'arrange pour le rater.

Pourtant Mundine a changé. Le merveilleux distributeur de... coups, précis et rapide, l'esquiveur racé a perdu le « vernis » de ces gestes. Ne reste plus qu'une lourde machine à combattre avec ce qu'il faut pour : la condition physique et le punch. L'australien n'a que 31 ans, et il n'est pas exclu que sa seconde carrière lui vaille quelques autres satisfactions. Son horizon paraît même moins bouché que celui de Tafer.

H.



**CINE GOUTTE D'OR** l'opium et le baton, film algérien d'Ahmed Rachedi, sera projeté à la Maison de la Goutte d'Or, dimanche soir (à 20h 10 rue Afre, 18°)

**VILLIERS LE BEL** Le collectif d'animation globale organise une semaine « Connaissance du Maghreb » vendredi à 21 h, projection du film de M. Allaouche « Omar Gatlato ». Samedi à 15 h : théâtre, des chants et de la danse et dimanche de la chanson kabylé avec Idir, et de la musique beure avec l'orchestre Al Naouar.

**LE CENTRE CULTUREL MEXICAIN** présente le livre du psychanalyste mexicain Fernando Cesarman « l'oeil de Bunuel » mardi 11 mai à 18h30 au 47 bis avenue Bosquet (tél. 555 79 15)

**MAISON POUR TOUS KLEBER** organise (16 rue Desaix 13003 Marseille (tél. 08 88 32) le 13 mai à partir de 14h30 à la Maison de l'étranger : spectacles rencontres, théâtre, danse musique présentés par les enfants. Le 14 mai : spectacle présenté par des jeunes.

**A GRASSE** au CIG du 18 au 27 mai, expo de naifs haïtiens. Cette expo de peintures décrit surtout les diverses scènes de la vie paysanne. A la MJC Altitude 500.

Du 12 au 18 mai « Chronique des années de Braise » de Lakhdar Hamina. Une fresque historique ponctuée par les prophéties d'un sage vagabond.

du 26 au 28 mai : « Les larmes de sang » de A. M. Autissier et Ali Akika.

Du 21 au 29 mai : semaine Algérie au CIG.

**NEDJMA** association de jeunes de Martigues (Bouches du Rhône) invite tous les jeunes de la région à une projection d'un film dont à censurer des passages d'après le livre « Les jeunes Hors les murs » de Mognis « A cloche pied sur les frontières » (le film est vieillot, à mettre aux oubliettes de l'histoire). La projection au ra lieu le 22 mai à 22 h à la salle Prévart à Martigues. Un débat aura lieu.

**GALERIE Pierre pescot** . 28, rue Pierre Lescot - 75001 Paris. Bellan - dessins. 18 mai - 19 juin « Les amants » de Bellan ou le délire maîtrisé. Le huit-clos violé paradis interdit des amants profaner les jeux obsédants et terribles des sexes revêlés... On ne sort pas intact d'une telle vision!

**LA CHAPELLE DES LOMBARDS** : 19, rue de Lappe 75011 Paris. du 4 au 29 mai : Le groupe M'Bamina.

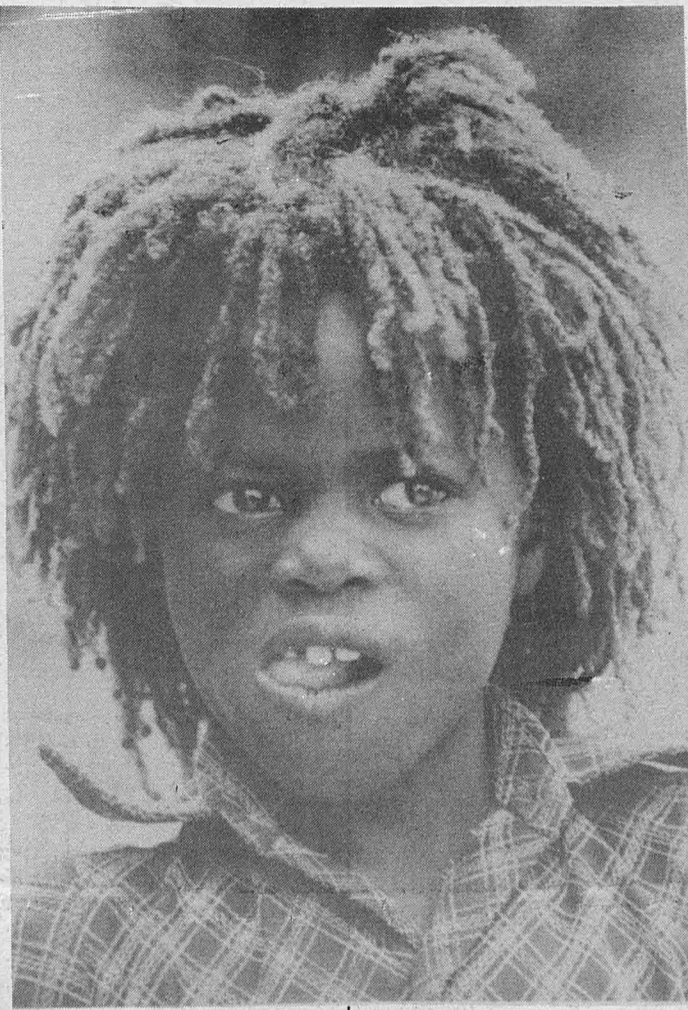
**5 FESTIVALS CULTUREL DES TRAVAILLEURS IMMIGRES DE LA MTI** : Cinéma non stop du 15 au 26 mai à la salle « Montreal Club » 7 rue Marx Dormoy demander le programme ou tél au 372 75 85.

Le 22 mai à 14h à l'AGECA - 177 rue de Charonne 11ème. Forum : Sur logement immigré.

Le 28 mai sur le bilan de la régularisation des sans-papiers au CIP 14 rue de Nanteuil-M° Vaugirard.

**LA FASTI** consacre un festival de jeunes immigrés avec un programme de la musique, de la vidéo, des expos, le tout animé et débattu par des jeunes. (Pas de commentaires, ils n'aiment pas cela ...) dimanche de 10h à 22 h, 13 place Etienne Pernet. 75015 entrée gratuite.

**L'ASSOCIATION de solidarité** français-immigrés de Vitry FUD-CFDT de Villiers et le syndicat du cadre de vie organisent une journée en direction de l'immigration. Au programme, Mouloudji, Sofiane, Chaabane, Carlos Andréou, le groupe Trabuche, des groupes folkloriques portugais, un ballet



malien, un orchestre antillais, du ciné, et des débats le 20 mai de 14 h à 22h. Place de l'hôtel de ville, métro Créteil Université.

**EXPOSITION** de dessins d'enfants du monde arabe, organisée jusqu'au 5 juin par le Centre Pompidou et l'organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences au Centre Beaubourg.

**INTER FORUM** espace 4, forum des Halles, consacre encore trois journées : samedi le Kurdistan, lundi la Palestine et mardi l'Irak. Au programme, débats, musique, expos. Forum des Halles, niveau 4, porte Lescot. Tél. 297 54 30

**AU THEATRE D'ANECY** :

Le 26 mai à 20h30. **Sugar Blue** Un des plus grand bluesman de notre époque. A l'harmonica, Sugar Blue s'exprime avec autant de feeling que ses grands ancêtres, Sonny Williamson et Little Walter, dans un style moderne et plus technique encore. Mais il sait aussi se montrer un merveilleux chanteur, dont la voix sombre contrasté étonnamment avec son visage d'adolescent.

**THEATRE NOIR** : 23 rue des Cendriers. 20ème - Tél 797 85 14 du 11 au 16 à 20h30 : **Bole Bantou**. Kiminu : spectacle de Henri Samba. Chorégraphie de Ken Motema. Mise en scène par les Rosette. du 18 au 23 mai à 20h30 : **Johnny Grey** et le groupe « Gwada manta » présentent et jouent « Mi pei en nous » chants et danses dans la tradition antillaise.

Samedi 22 mai au 18 rue Denoyez. 75020 - 797 28 86 **La nuit du souvenir** - abolition de l'esclavage avec l'ASA West indies international show. moderne jazz. Danses traditionnelles africaines. **Ipomen Lauwa** - Sylviane Cedia - Darc et Camille Sprane actuellement les meilleurs saxos antillais.

15 mai à la Maison de l'Etranger à Marseille de 10h à 17h30 : colloque organisé par le MRAP : **Le racisme aujourd'hui et la cohabitation des différentes communautés**.. Concert théodorakis le 26 mai 9 21h.

**LA FETE DE L'AMITIE** : Samedi 15 mai de 16h à 22h. Au square de l'av. Choisy entrée gratuite. Librairie Jonas. Trois attentats en un an.

**MOSAÏQUE DANS LA VILLE**

Du 15 au 30 mai à Narbonne. Exposition de dessin du MRAP consacré à la lutte contre le racisme : à la M.J.C. de Narbonne le 15 mai table ronde au centre Louis Signoles sur le thème « Identité culturelle et intégration - Immigration ». 20 mai : Kermesse. 28 mai : à 21h Gala avec Idir

30 mai : Grand méchoui, musique beure avec le groupe RIMAD et sketches réalisés par les jeunes de la SONACOTRA avec le concours du théâtre Mosaïque et parallèlement mini festival du cinéma méditerranéen pour l'amitié entre les peuples.

Information : office culturel intercommunal du Narbonnais - 30 bld Gambetta - 11000 Narbonne Tél : 65 61 41.

**Ciné Portugais**

La rétrospective du cinéma Portugais se poursuit au Centre Beaubourg avec un large succès de public. Les meilleurs films de l'histoire du cinéma portugais - qui compte quelques oeuvres maîtresses - se côtoient avec des films du post-avril, où la liberté d'expression conquise avec la Révolution des oeillets a permis une étude plus poussée de la société portugaise.

Les jeunes générations et les émigrés portugais, éloignés des sources culturelles du pays d'origine, ont dans cette initiative particulièrement opportune, une occasion rare de contacter avec des aspects des plus notables de leur culture nationale par 14 intermède de l'éblouissant spectacle cinématographique

Voici le programme de cette semaine, la rétrospective se poursuivant jusqu'au 6 juin :

Vendredi 14 mai : **Benilde ou la vierge mère** (Bénilde ou a Virgem Mae) de Manoel de Oliveira.

Samedi 15 mai : **Dina et Django** de Solveig Nordluno

**La cour aux chansons** de Francisco Ribeiro

**Changer de vie** (Mudar de Vida) de Paulo Rocha.

Dimanche 16 mai **Fado de Perdigo Queiroga** (1947) avec Amalia Rodrigues

**Belarmino** de Fernando Lopes A la arriba de José Leitao le Barros.

Lundi 17 mai : **o cerco** d'Antonio da Cunha Telles

Mercredi 19 mai **Le passé et le présent** (O passado e o Presente)

Plus de vingt ans après « Aniki Bôbô, Manuel de Oliveira revient au long-métrage de fiction. « Le passé et le présent, qui a été bien reçu partout, est un film surprenant, peut-être le témoin réussi de fait qu'Oliveira soit un prodigieux instinctif du cinéma.

Adaptant un dramaturge mineur (Vicente Sanches), Manuel de Oliveira produit un monument d'ironie à travers une bourgeoisie fixée autour de l'institution matrimoniale, des jeux du sexe, du désir et du spectacle.

Le passé et le Présent, avec un travail scénique très innovateur, introduit dans le cinéma portugais un humour jusque là méconnu.

Jeu du 20 mai : **une abeille sous la pluie** (Uma abelha na chuva) de Fernando Lopes

Lorsque le 25 avril 74 le régime fasciste est tombé. Les metteurs en scène de toutes tendances sont sortis dans la rue caméra à la main, essayant de garder des images de l'histoire en mouvement.

Le matériel filmé entre le 25 avril et le 1er mai, laborieusement monté avec un texte qui cherche à rendre les lignes générales de la résistance aux quarante et huit années de dictature, fait le corps du film. Produit dans des conditions très particulières, il est surtout un document historique de ce moment aussi attendu.

Glauber Rocha, descendu dans l'enthousiasme à Lisbonne pour vivre ces événements, nous a laissé dans ce film sa maîtrise du reportage en direct et de l'enregistrement d'événements imprévisibles.

Vendredi 21 mai : **Les armes et le peuple** (As armas e o povo) film collectif

Il s'agit certainement d'une des plus productives et éblouissantes rapprochements du roman que le cinéma portugais ait entrepris dans les années 70. Avec un travail sur le temps qui rend F. Lopes un talentueux manipulateur de cinéma, « Une Abeille sous la Pluie » c'est un des moments presque mythiques du parcours difficile que le cinéma a tracé parmi les portugais pendant les dernières années du régime fasciste.

Entre la pluie, la rage, la fatigue et le désir, Fernando Lopes a réussi avec cette pellicule une des plus exactes et douloureuses descentes aux sources créatives du pays.

**ANNONCES**

**VACANCES PAS CHERES**

Organise plusieurs types de vacances pour des enfants, des adolescents, des familles immigrés, au mois de juillet et d'août. Il reste quelques places disponibles. S'adresser à l'AMI - 26, rue Taison. 57000 Metz. Tél. 16(87) 75.06.56.

**STAGES AGRICOLES ADAPTES A L'AFRIQUE :**

Formation pratique en juillet - août - septembre : Agriculture culture attelée irrigation mécanique et ateliers élevage. Renseignements : GRDR 145 Rue St-Dominique - 75007 Tél : 705 16 29

## Les jeunes bougent, créent, luttent

On se souvient des événements de Lyon qui avaient attiré une meute de journalistes, à la recherche du « sensationnel » en mettant ainsi en avant ces événements, les médias ont provoqué dans l'opinion publique, un amalgame dangereux : jeunes immigrés délinquance.

Depuis Lyon, les choses se sont précipitées. A Asnières, à Orly... (remplissez vous-mêmes les pointillés).

Certaines municipalités s'acharnent à faire de nous les boucs-émissaires d'une impossibilité chronique qu'ils ont à répondre aux besoins des jeunes. Nous n'avons pas dit qu'il ne fallait pas parler de ces événements, simplement aurait-il fallu ne pas les grossir. Cette information est plus que malsaine, elle est truquée et dangereuse. Alors que tout un courant autonome d'expression de jeunes immigrés se développent en France (théâtre, musique, films, journaux, concerts...) les médias se font des « scoops » sur la violence, en la couronnant de la rengaine « du cul entre deux chaises ». C'est pour cela qu'une coordination de jeunes s'est formée sur la région parisienne. Nous sommes

partis d'une constatation simple, il se fait plein de choses à Paris et dans la banlieue. Alors qu'il existe

une multitude de groupes de musique, théâtre, d'expressions artistiques propres aux jeunes immigrés, aucun lieu ne favorise l'émergence de cette « culture ».

Les jeunes immigrés bougent, créent, luttent. Mais pour les pisse-copies du sensationnel : immigré = délinquance, drogués.

Face à ce silence, ce festival doit promouvoir nos musiques, nos théâtres, nos luttes...

Sortons des ghettos, des cités de transit, des H.L.M., de la marginalité, imposons nous-mêmes la reconnaissance de nos expressions.

Ce festival ne doit pas être un lieu de consommation pendant une journée puis « tchao ».

Il doit être l'occasion de favoriser de multiples débats, un lieu d'information, de créations...\*

C'est pour cela que nous avons essayé de mettre dans ce festival le maximum d'expressions pour que chacun puisse se retrouver, cela va du rock au folklore, du débat à la poésie, bref un mélange qu'on peut qualifier de prometteur.

On verra.

Coordination jeunes de la Région Parisienne

## Mots croisés de Hartmann

Solution grille n° 50

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	N	I	C	A	R	A	G	U	A
2	O	T	A		E	M	E	R	I
3	R	A	N	G	E	E	A	S	
4	V	E	L	A	N	S	E	N	
5	F	E	I	D	E	R	C	E	S
6	G	E	A	I	N	O		U	
7	E	N	S						
8		N	E	S	S	S	U	D	
9	P	E	U		A	C	E	R	E

Grille n° 51

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

HORIZONTALEMENT :

1. Pays d'Asie. - Pays d'Asie.
2. Une asiatique.
3. Fut redevable. - embellir.
4. Fils de Vénus. - Rigolé.
5. Fin de tir. - Trois fois.
6. Organe vital. - Ville du Japon.
7. Numéral. - emule.
8. Poème de Virgile.
9. Siège au tribunal.

VERTICALEMENT :

1. Pays d'Asie. - Pays d'Amérique.
2. Ile de l'Océan Indien.
3. Sans asiles. - Début d'espoir.
4. Tranche d'ananas. - vase.
5. St de la manche. - Choisis.
6. Libéral. - Resntre en tournant.
7. Département. - Attaque brusque.
8. Tenter. - Couleur.
9. Rabâchée.





Jean Belkhir

# « L'odyssée d'un allogène »

**Jean Belkhir est un immigré comme on croit qu'il n'en existe pas et pourtant ...**

**Il nous livre ici ses pérégrinations, un itinéraire insolite, sorti tout droit d'un roman et où la recherche de son identité revient comme un leitmotiv. C'est aussi sans fioriture, mais peut-être dommage qu'il témoigne de sa vie et de son histoire, qui se confond pourtant avec une « odysée ».**

**J** suis né en France en 1947 à Lisieux. Divorcé. Un enfant.

- Père analphabète immigré berbéro-algérien, membre du FLN, tuberculeux.

- Mère, femme de ménage

- Orphelin de mère en 1956 (abandon du foyer familial) et de père en 1965 (décès)

- J'ai une soeur prostituée, un frère voleur et un frère Ouvrier Spécialisé

- Je termine ma scolarité en 1963, dès la fin de l'école obligatoire.

- 1961-1963, je travaille pendant toutes mes vacances scolaires dans un bar-restaurant de Lisieux.

- 1963-1964 : je commence ma carrière officielle de travailleur sans formation : arpenteur sur un chantier dans le bâtiment, ouvrier d'usine et apprenti vendeur-manutentionnaire dans une quincaillerie. Je passe mes vacances en Allemagne en mobylette.

- 1964-1965 : je vais travailler à Paris, caviste dans une épicerie, employé aux Halles, la nuit. Après la mort de mon père, je pars en Algérie. Je reviens en France et trouve un emploi de plongeur dans un restaurant de Deauville, durant l'été 1965. Puis je retourne à Paris et je trouve une place de vendeur à Paris. Je suis arrêté, lors d'un contrôle policier et condamné avec sursis pour vagabondage et port d'arme blanche : bref séjour à la prison de Fresnes.

- 1966-1968 : En 1966, je devance mon appel à l'armée en m'engageant pour cinq ans dans les parachutistes. Je fais mes classes à Bayonne et un stage d'infirmier à Nantes. En 1967, je pars pour Madagascar. Je décide de désertier après une intervention de service d'ordre à l'île de la Réunion. Après quelques mois de prison, durant lesquels j'ai appris l'anglais, je réussis à obtenir la résiliation de mon contrat d'engagement. Je suis renvoyé dans mes foyers au mois de juin 1968. J'apprends à connaître l'Afrique du Sud pendant deux jours d'escale au Cap et Durban.

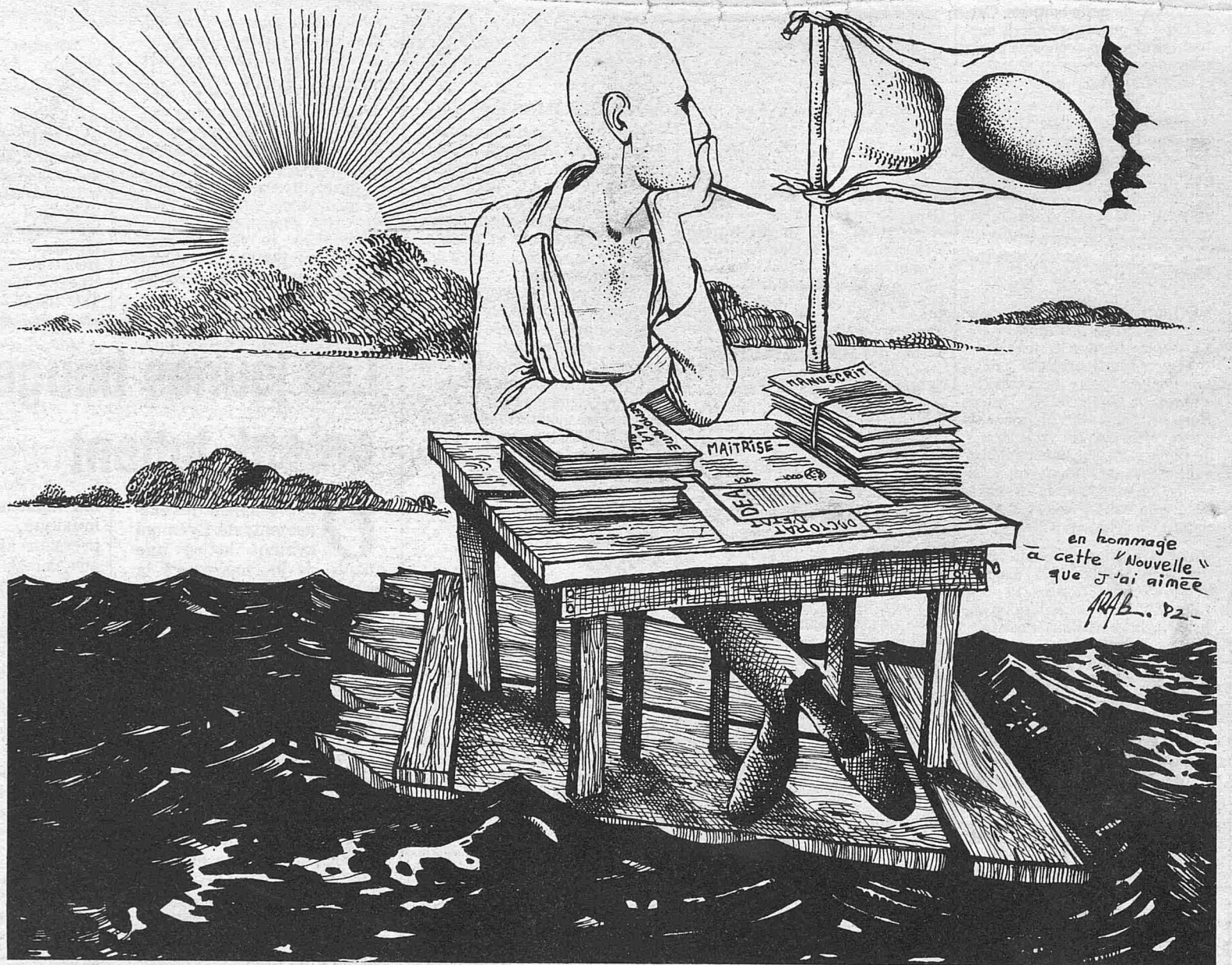
- Juin 1968-1969 : De retour en France, je trouve un travail de docker à Caen, d'ouvrier chez Citroën et de représentant commercial. Je suis envoyé à La Rochelle pour former et créer des équipes de vente. Je décide d'aller travailler à Paris. Je trouve un travail de nuit comme manutentionnaire aux quais de Bercy, de garçon d'hôpital à Charenton et de volontaire bénévole dans l'organisation « Frères des Hommes ». Je découvre les livres aux

tie de la Yougoslavie. Je décide de revenir en France, je m'arrête à Dijon et rencontre un ami de prison de mon frère. Je pars avec lui faire les vendanges. Après les vendanges, je vais travailler à Grenoble comme plongeur au Centre Atomique. J'occupe mon temps libre à lire et apprendre l'arabe pour retourner en Algérie. Je pars en Algérie. Je reviens très vite en France en auto-stop par l'Espagne et le Maroc. J'arrive à Lisieux chez une tante.

contrat à durée déterminée, je deviens chômeur et étudiant à plein temps.

- De 1980 à 1981, je suis employé comme Ouvrier Spécialisé dans une entreprise de revêtement de sols et murs.

En même temps, je travaille en « autodidacte » à préparer mes diplômes : licence en 1977, maîtrise en 1978, D.E.A. en 1979, et doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en 1980, obtenu avec une mention très bien à Paris VIII Vincennes ! Je milite à la L.C.R. comme sympathisant.



« Puces » de la Porte Clignancourt et sur les quais de la Seine.

- 1969-1970 : je suis volontaire bénévole dans l'organisation « Frères des Hommes », je participe et collabore aux activités d'administration, de propagande et de collecte d'argent en France, en Belgique et en Suisse. Après six mois de stage, je pars en Inde, à Gaya dans le Bihar, en principe pour deux ans. Je participe au développement du programme de construction de puits. Un an après mon arrivée, je décide de résilier mon contrat. Je pars à Katmandou au Népal.

- Juillet 1970-Mai 1971 : Je reviens sur le continent européen, en Angleterre. Après quelques semaines, je retourne en France. Je m'achète un vélo à Calais et je traverse la France, l'Italie et une par-

- 1971 : je trouve un travail d'ouvrier à l'usine Wonder. Je m'inscris au CNTE pour préparer le Baccalauréat.

- 1971-1974 : Je pars pour la troisième fois en Algérie avec une amie qui deviendra mon épouse en 1972. En Algérie, je prépare le Bac algérien. J'échoue en 1972. Je suis des cours de langue arabe et prépare, après l'échec du Bac, l'examen spécial d'entrée à l'Université. Je décide, en 1974, de revenir en France pour m'inscrire à l'Université de Paris VIII.

- 1974-1980 : Je m'inscris à Paris VIII. Je trouve un travail d'agent d'exploitation, de veilleur de nuit, de manutentionnaire dans une usine, d'ouvrier - nettoyeur et d'archiviste. De 1978 à 1980, après la cessation de mon

J'adhère au P.S.U. de 1975 à 1977. Je travaille au sein de la commission internationale et prépare le numéro spécial nationale et prépare le numéro spécial national. En 1977, j'adhère au PCF. J'écris également deux livres : l'un, condensé de ma thèse, « La démocratie à la Française », publié en 1980, et l'autre, « Les intellectuels et le pouvoir » édité chez Anthropos en octobre 1981. Membre d'Union dans les luttes.

- 1981-1982 : Chômeur, je cherche du travail : candidat à un poste de chercheur au CNRS et en Université. Je prépare une thèse d'Etat. Prépare un numéro spécial de la revue : *L'Homme et la société* ou la question des manuels et des intellectuels. Prépare un livre collection : *La Hiérarchie : mythes et science*.